

MILOVAN DJILAS

LÉNINE ET LES RAPPORTS  
ENTRE ÉTATS SOCIALISTES



LE LIVRE YUGOSLAVE  
1949

2.500

MILOVAN DJILAS. — LÉNINE ET LES RAPPORTS ENTRE ÉTATS SOCIALISTES

*Prix: 60 francs*

166

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

LENINE ET LES RAPPORTS  
ENTRE ETATS SOCIALISTES

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

MILOVAN DJILAS

LÉNINE ET LES RAPPORTS  
ENTRE ÉTATS SOCIALISTES



LE LIVRE YOUGOSLAVE

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

La lutte que les dirigeants du Parti communiste (bolchévik) et de l'Union soviétique ont imposée au Parti Communiste de Yougoslavie et aux masses laborieuses yougoslaves, et qui se camoufle sous l'aspect d'un conflit entre le Kominform et le Parti Communiste de Yougoslavie (1), fait surgir quotidiennement et irrésistiblement au premier plan le sens véritable et profond du conflit : le problème des rapports entre Etats socialistes et entre mouvements ouvriers et démocratiques, problème que pose la réalité contemporaine elle-même — le fait de l'existence d'une série d'Etats socialistes tandis que se poursuit l'aff

(1) Le conflit entre le Parti Communiste de Yougoslavie et le Parti Communiste (bolchevik) de l'Union Soviétique est un conflit *réel*, un désaccord de principe, tandis que le « conflit » entre le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie et le Bureau d'Information (Kominform) n'est en réalité que le camouflage de ce premier, de cet indéniable conflit. Et en voici les preuves. Premièrement, avant les lettres du Comité Central du Parti Bolchevik au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, et avant la

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

faiblissement continu et substantiel du capitalisme considéré comme un tout. Ce sens profond du conflit, il n'est possible ni de l'échapper, ni de le passer sous silence, parce qu'il jaillit des fondements mêmes des transformations sociales qui se sont effectivement accomplies depuis la Deuxième Guerre Mondiale. Ce

fameuse Résolution du Kominform, il y avait entre les partis communistes et notre Parti, de même qu'entre les gouvernements des pays de démocratie populaire et notre gouvernement — malgré des divergences sur plus d'une question de principe — des rapports d'amitié constamment renforcés et une collaboration s'étendant à tous les domaines, en dépit des obstacles que suscitaient pour une part la réaction bourgeoise, et pour une part les éléments nationalistes et opportunistes au sein même de ces partis communistes. Deuxièmement, le Kominform n'est à aucun degré un forum ouvrier international appelé à exercer une quelconque direction, mais bien un corps créé pour un échange d'idées et une critique mutuelle qu'aucun parti n'est tenu d'accepter (comme il ressort de la conclusion adoptée lors de sa fondation). Ce corps s'est, en deux ans, réuni en tout et pour tout deux fois, ou plus exactement une seule fois : la première réunion étant celle de sa fondation, et la seconde — la seule à vrai dire — celle où le Parti Communiste de Yougoslavie devait être mis en accusation. La condamnation du Parti Communiste de Yougoslavie a marqué en même temps la fin des principes sur lesquels ce corps était fondé, et une tentative de le transformer par un biais en un forum ouvrier international exerçant une direction. Mais à quel point le Kominform est en réalité un pur décor, un jeu avec la démocratie dans le mouvement ouvrier, bon à servir, dans la lutte contre le Parti Communiste de Yougoslavie ou contre tout autre parti, d'instrument de mobilisation des autres partis, c'est ce que prouve sa totale passivité au cours de ces deux dernières années, dans toutes les grandes questions internationales. La feuille qu'édite le Kominform, mises à part les calomnies dont elle déborde contre le

qui traduit et illustre ce conflit, c'est en réalité une phase nouvelle de l'évolution internationale. [Il va de soi que cette nouvelle phase de l'évolution s'inscrit dans le cadre des conditions générales de l'époque de l'impérialisme, tout comme la Révolution d'Octobre, la naissance et le développement de

Parti Communiste de Yougoslavie, ne joue absolument aucun rôle dans la vie d'aucun parti : ou bien elle rabâche et vulgarise les rudiments du marxisme-léninisme, ou bien elle donne ce qu'il y a de plus général comme informations sur la vie des divers partis. Troisièmement, le désaccord a éclaté entre le Parti Communiste de Yougoslavie et le Parti Communiste (bolchevik) de l'Union Soviétique. Ce n'est qu'après que les dirigeants des autres partis — d'une part organisés et préparés au préalable par le C. C. du P. C. (b.), d'autre part par esprit de « solidarité » avec le P. C. (b.) et avec l'U.R.S.S., et puis aussi du fait de leur propre faiblesse idéologique — ont fait chorus avec les attaques et les calomnies lancées contre le Parti Communiste de Yougoslavie, sans se donner la peine d'entrer au cœur même du différend et sans en voir la portée historique et le véritable sens. Quatrièmement, pas un seul parti ne mène en bloc la lutte contre le Parti Communiste de Yougoslavie : cette lutte n'est menée que par des chefs isolés, ou par des appareils spécialement organisés de l'extérieur à cette fin. Il est manifeste qu'il y a autour de cette question, des conflits internes entre les différents meneurs et les masses des partis. — Il ressort de tout cela qu'il n'y a pas un conflit entre le Kominform et le Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, mais entre les Comités Centraux du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. et du Parti Communiste de Yougoslavie. Si l'on déguise ce conflit en conflit entre le Kominform et le Comité Central yougoslave, c'est en réalité dans une misérable et vainque tentative de faire croire que le Parti Communiste yougoslave a contre lui, non pas le seul Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S., mais bien tous les mouvements ouvriers et toutes les masses communistes en bloc.

l'Union Soviétique marquaient une nouvelle phase de l'évolution internationale dans le cadre des conditions générales de l'époque de l'impérialisme.] Ce qui caractérise cette nouvelle phase, c'est l'expansion du socialisme, c'est l'existence d'une série d'Etats socialistes, c'est l'affaiblissement substantiel du capitalisme pris en bloc. Face au système mondial de l'économie capitaliste se crée, sous les aspects les plus variés, un système d'économie socialiste. Cette nouvelle phase et ses particularités, il reste encore à les analyser et à les expliquer théoriquement, car le marxisme-léninisme n'a pas donné, ni n'a pu donner pour elles de recettes toutes prêtes ou de formules élaborées d'avance.

Bien entendu, tout ce qui peut se trouver de « critiques » du Parti Communiste de Yougoslavie — tous ces gens qui sont devenus en un tournemain de bas et plats calomniateurs d'un parti prolétarien, d'une révolution socialiste, de la construction socialiste, des exploits et de l'histoire héroïque des peuples de notre pays, tous ces gens qui du même coup sont devenus les briseurs de la solidarité internationale des travailleurs et les négateurs de l'égalité en droits des peuples et des Etats dans le socialisme, et partant des mouvements ouvriers et démocratiques en général — tous ces « critiques » s'efforcent, par tous les moyens possibles, de dissimuler et de camoufler ce sens profond du différend, et de le présenter comme une lutte contre la « trahison » des dirigeants yougoslaves. Les calomniateurs du Parti Communiste de Yougoslavie appar-

tiennent tous à cette espèce de « théoriciens » atteints de la manie des citations, pour lesquels tel ou tel passage extrait des classiques du marxisme-léninisme sert, non pas de guide pour s'orienter dans la complexité des conditions internationales et intérieures de la lutte des classes, mais de moule tout fait pour y fourrer de force la réalité. Et cependant, ce qui est caractéristique, c'est que pour combattre le Parti Communiste de Yougoslavie, ils ne recourent à aucune citation des classiques, hormis un petit nombre de cas (par exemple le passage bien connu de Lénine sur le nationalisme bourgeois) où, à l'appui de leurs thèses arbitraires, ils ont invoqué des fragments de textes dépourvus de toute relation avec notre réalité aussi bien qu'avec la réalité internationale. Ils ont voulu, dans ces rares occasions, donner au moins un semblant de base « idéologique » à leurs calomnies, et dissimuler le sens profond du différend, qui ne réside point dans on ne sait quelles fautes ou « trahisons » du Parti Communiste de Yougoslavie, mais bien dans la question de savoir quels doivent être, et sur quels principes doivent se fonder, les rapports entre pays socialistes, entre partis ouvriers, entre mouvements démocratiques en général. C'est là un phénomène qui n'est point fortuit. Les positions des classiques du marxisme-léninisme — et surtout de Lénine, qui a abondamment traité cette question en tant que partie intégrante de la question nationale — sont si claires qu'il n'est pas possible aux calomniateurs du Parti Communiste de Yougoslavie et aux

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

briseurs de l'unité intérieure ouvrière et démocratique de les utiliser sans qu'il éclate à tous les yeux que leur besogne actuelle implique tout simplement la révision de ces positions et des fondements du marxisme-léninisme. Autrefois, dans le mouvement ouvrier, si l'on voyait paraître quelque déviation d'importance internationale, on écrivait là-dessus des livres entiers. Pour la prétendue « déviation » du Parti Communiste de Yougoslavie, on s'est contenté d'entamer et de mener une campagne nourrie de fausses nouvelles et de petits articles calomniateurs, dont on n'attendait pas autre chose qu'un succès facile et à bon compte. Mais on n'a réussi à provoquer de la sorte qu'un trouble passager dans l'opinion publique démocratique internationale, et le Parti Communiste de Yougoslavie, demeurant sur le terrain des principes pour défendre ses positions de principe, a été renforcé idéologiquement et organiquement. Le problème véritable du conflit — la question des rapports entre pays socialistes, entre partis ouvriers, entre mouvements démocratiques — en dépit des manœuvres des calomniateurs, s'est imposé dans toute sa force, et il est maintenant à l'ordre du jour du mouvement ouvrier et démocratique international.

Tenter, dans des controverses de principes, de dissimuler le vrai fond des choses, ce n'est pas chose nouvelle dans le mouvement ouvrier, et ceux qui se sont chargés de cette triste besogne n'ont pas tardé, d'ordinaire, à patauger dans la boue de la plus totale absence de principes : au fond, ils cherchaient à dis-

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

simuler ainsi leur travail de révision des fondements du marxisme. Il suffit de se souvenir que les anarchistes et autres ennemis du marxisme n'attaquaient pas Marx pour ses idées, mais toujours parce que, à les entendre il était « suspect » d'être un « espion prussien », ou parce qu'il était « payé » par le « bourgeois » et « aristocrate » Engels. Lénine a été tout particulièrement couvert de boue par les révisionnistes de tout poil. Les meneurs de la II<sup>e</sup> Internationale n'attaquaient pas ouvertement Lénine à cause de ses idées, mais à cause de sa prétendue « trahison » de la démocratie, de l' « anarchie » et du « terrorisme » qu'il avait introduits en Russie; et les mencheviks, socialistes-révolutionnaires et autres y ajoutaient l'accusation d'être un « espion allemand » et d'avoir « trahi la patrie ». De la même manière, au moment de la lutte pour l'édification du socialisme en U.R.S.S., les trotzkystes, boukharinistes et autres accusaient Staline de trahison de la Révolution et d'instauration d'un « régime » de dictature « personnelle ». La critique insoucieuse de principes, le mensonge et la calomnie ne sont donc pas des nouveautés dans le mouvement ouvrier. Ils sont l'inévitable séquelle de tout révisionnisme. Et malgré tout, la vérité prolétarienne, bravant les flots déchaînés du mensonge et de la calomnie, a toujours fini par reparaître à la surface : rares sont ceux qui connaissent aujourd'hui ces accusations mensongères dont je viens de parler, et ces essais de camoufler sous d'autres mobiles une controverse de principes. Mais

— 11 —

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Marx et Engels sont restés les créateurs du mouvement ouvrier moderne, les créateurs de la conception scientifique du monde; mais Lénine demeure le chef de la plus grande Révolution dans l'histoire de l'humanité, le créateur du premier Etat du peuple laboureux, et le théoricien prolétarien de l'ère de l'impérialisme ; et Staline reste le dirigeant de l'édification du socialisme dans un pays. Il y a dans tout cela quelque chose de la rigueur d'une loi : la vérité dans le mouvement ouvrier est une condition de son développement, et son développement est une condition préalable de la chute accélérée du capitalisme. Il ne peut et il n'a jamais pu en être autrement : la lutte de la classe ouvrière pour sa propre émancipation et pour celle de l'humanité repose sur la science, c'est-à-dire sur la connaissance des faits réels, sur la vérité. L'irrésistible force du matérialisme dialectique, du marxisme-léninisme, réside justement dans sa véracité, dans le fait qu'il se fonde sur l'analyse de la réalité, des rapports réels de forces et des tendances réelles de l'évolution, et que, sur cette base, il emploie dans la lutte des arguments réels et véridiques. Même contre la bourgeoisie, le mouvement ouvrier n'a besoin de rien inventer — les vices du capitalisme sont si profonds et multiples qu'il ne peut rien être de plus éclatant et de plus convaincant, ni qui mobilise plus puissamment les masses, que la simple mise en lumière véridique de ces vices. Seuls ceux qui ont abandonné le matérialisme dialectique, et qui sont en fait passés aux positions de

l'idéalisme, seuls ceux qui se sont heurtés de front à la réalité et qui, incapables d'en saisir le développement et les faits nouveaux qui y apparaissent, veulent essayer d'arrêter l'implacable et victorieux mouvement de la vie, — seuls ceux-là sont forcés de recourir au mensonge, aux arguments mensongers dans la lutte. Mais quiconque croit que la vérité dans le mouvement ouvrier peut être dissimulée, que le vrai fond des différends dans le mouvement ouvrier peut être présenté autre qu'il n'est en réalité — ou bien est un ennemi de ce mouvement, ou bien a perdu à jamais la foi en lui et en ses principes. La vie elle-même, la réalité sociale elle-même qui est en perpétuel mouvement, la lutte de classes elle-même qui ne cesse de se livrer entre la bourgeoisie et le prolétariat, ne laissent jamais longtemps la vérité sous le boisseau, quelle que soit la force qui essaie de l'y maintenir.

Les calomniateurs du Parti Communiste, évitant de reconnaître le vrai fond du différend, n'ont jusqu'à présent, je le répète, même pas tenté d'expliquer un tant soit peu du point de vue théorique, soit le conflit entre notre Parti et le Parti Communiste (bolchévik) de l'Union Soviétique, soit les rapports entre pays socialistes et entre mouvements ouvriers et démocratiques. Ils n'ont même pas été capables de le tenter. Et cela pour la simple raison qu'ils savent très bien que leurs façons d'agir, non seulement ne sont pas conformes à la doctrine de Marx et de Lénine sur les

rapports entre pays socialistes et entre mouvements ouvriers, mais encore constituent la révision directe et consciente de cette doctrine. Ils ne disent pas, ils n'osent pas dire ouvertement ce qu'ils pensent en réalité, à savoir qu'ils trouvent cette doctrine périmée, qu'elle ne correspond plus, à leur avis, aux conditions internationales réelles, et qu'il faut par conséquent, selon eux, la remplacer par une doctrine nouvelle, par une nouvelle élaboration théorique des questions qui sont actuellement à l'ordre du jour pour de nombreux partis et pour une série de pays socialistes et aussi pour le mouvement ouvrier et démocratique international dans son ensemble. Ils essaient de dissimuler cette sournoise révision, et c'est là qu'est leur malhonnêteté et la cause de leur inévitable échec.

C'est justement parce qu'ils savent qu'ils révisent cette doctrine qu'ils n'ont pas pu faire autrement, pour se couvrir et trouver devant l'opinion publique démocratique mondiale une justification morale de leur façon d'agir, que d'inventer le mensonge du passage de la Yougoslavie au capitalisme et au camp impérialiste (et même, maintenant, au fascisme). Car le marxisme-léninisme ne leur a pas fourni, et ne pouvait pas leur fournir, de justification morale pour déchaîner, contre un pays socialiste, une campagne acharnée de calomnies dont il est visible que la raison d'être est, à l'arrière-plan, l'idée arrêtée et tenace du Comité Central du P.C. (b) et du Gouvernement de l'U.R.S.S. d'imposer, aux autres pays socialistes

et mouvements ouvriers, des rapports basés sur l'inégalité.

Le mensonge et la calomnie ont été, à travers toute l'histoire de l'humanité, les instruments d'une politique injuste, d'une politique dont le but est toujours l'assujettissement et l'exploitation des autres peuples, l'établissement sur eux d'une domination. Et de même que dans l'histoire il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de guerres de conquêtes qui soient justes, ni d'équité ni d'esprit progressif dans l'assujettissement des autres peuples, de même le mensonge et la calomnie — qui n'ont jamais été qu'une forme apparente, qu'un moyen de subjuguer d'autres peuples et des mouvements progressistes — ne peuvent en aucun cas servir des buts vraiment élevés et vraiment progressifs. Bien que le conflit entre le Parti Communiste de Yougoslavie et le Parti Communiste (bolchevik) de l'Union Soviétique soit un événement historique nouveau, né de conditions historiques nouvelles, cette expérience historique du sens profond et du véritable arrière-plan du mensonge et de la calomnie comme instruments de lutte vaut néanmoins aujourd'hui comme par le passé, et vaudra tant qu'il y aura dans la société humaine des luttes politiques, et de la politique tout court.

L'exposition et l'élaboration de la doctrine de Lénine sur les rapports entre Etats socialistes ne tire pas seulement son importance du fait que c'est précisément dans cette question que se manifeste de la

façon la plus patente et la plus grossière le révisionnisme moderne, mais aussi et surtout du fait que plusieurs peuples européens, et en Asie l'immense peuple chinois se sont maintenant engagés sur la voie du socialisme. Et non seulement cela : dans la lutte pour le socialisme se sont aussi engagées, d'une manière ou d'une autre, activement et consciemment, de nouvelles masses qui se comptent par millions, d'autres pays évolués (surtout la France et l'Italie), et des colonies (Indochine, Corée, etc.). Le socialisme n'est plus seulement l'affaire de la pratique d'un seul pays, et d'un pays attardé, parti, pour construire le socialisme, du peu enviable héritage social, économique et culturel de la Russie des tsars; il est maintenant l'affaire de tout un nombre de pays, parmi lesquels il y en a de hautement évolués : bref, plus d'un tiers du genre humain est maintenant en marche vers le socialisme. Et c'est pour cela qu'on ne peut ni éviter l'étude approfondie de la question des rapports entre Etats socialistes, ni mettre sous le boisseau la doctrine de Lénine à ce sujet, ne serait-ce qu'en raison de la réalité historique dans laquelle nous vivons, et qui met justement ce problème, sous les aspects les plus divers, à l'ordre du jour.

Pour le mouvement ouvrier la question se pose ainsi : est-ce que les rapports entre Etats socialistes se développeront de telle sorte que leur force intérieure en soit accrue dans l'étape actuelle de la lutte — aussi bien la force de chaque Etat pris à part que la force

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

de tous pris en bloc — ce qui serait un puissant encouragement pour les autres peuples à entrer dans la voie du socialisme, — ou bien est-ce que ces rapports seront tels que l'impérialisme puisse en tirer profit dans sa propagande et dans sa lutte — aussi bien contre la consolidation intérieure de chaque pays socialiste et contre leur cohésion mutuelle à tous, que contre « ses » propres peuples et contre les peuples coloniaux, pour les arrêter et les désorienter dans leur lutte et retarder d'autant leur triomphe ?

Pour les membres de notre Parti il est d'une importance primordiale, dans la bataille que livre aujourd'hui le Parti contre la campagne de calomnies et contre les pressions de toutes sortes organisées et dirigées par l'U.R.S.S., d'acquérir une connaissance encore plus approfondie de la substance des doctrines de Lénine sur cette question, pour être d'autant plus fermes et mieux armés idéologiquement. C'est pourquoi je vais tenter — encore que brièvement et incomplètement — d'exposer les idées de Lénine sur cette question. Les œuvres les plus importantes de Lénine sont déjà éditées chez nous, y compris celles qui traitent de la question nationale. Mais on trouve aussi dans les autres ouvrages de Lénine des pensées extrêmement précieuses et profondes sur ce problème. Or, les œuvres complètes de Lénine ne sont pas encore publiées chez nous, et sont inaccessibles à un nombre considérable de lecteurs, soit faute de connaître le russe, soit à cause du nombre limité d'exemplaires disponibles.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Il va sans dire que Lénine n'a pas pu prévoir jusqu'à dans les petits détails toutes les formes concrètes que prendraient les rapports entre Etats socialistes. Bien plus, Lénine ne prévoyait pas, ni ne pouvait prévoir que la question des rapports entre Etats socialistes et entre mouvements ouvriers pouvait prendre une importance aussi énorme, et à vrai dire décisive, pour le mouvement international ouvrier et démocratique. Encore moins pouvait-il prévoir que le premier pays où le prolétariat prendrait le pouvoir en mains serait aussi celui qui voudrait imposer aux nouveaux Etats socialistes des rapports fondés sur l'inégalité. Il va de soi que Lénine ne pouvait même pas imaginer les formes que devaient prendre — à partir du fait aujourd'hui acquis de l'inégalité de droits entre pays socialistes — les différends entre ces pays, ni ce qui pouvait en découler de conséquences pour les pays socialistes et pour le mouvement socialiste et démocratique dans le monde. Comment, par exemple, Lénine aurait-il pu imaginer que l'U.R.S.S., par le biais de sociétés mixtes et par d'autres moyens encore, extorquerait des super-profits à la Roumanie, à la Bulgarie, à la Hongrie, etc., et se livrerait à l'exploitation de pays socialistes faibles et attardés, tout en décorant tapageusement tout cela du titre d'« assistance » ? Comment aurait-il pu imaginer que ce seraient les chefs de l'U.R.S.S. qui nieiraient et falsifieraient la Révolution Yougoslave, et le rôle des mouvements de libération des autres peuples et des autres pays, dans la lutte commune de l'humanité ?

---

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

nité pour le socialisme ? Voilà pour un aspect du problème. Et en voici un autre : Lénine ne pouvait pas savoir non plus — car la réalité sociale quotidienne de son temps ne lui donnait, ni ne pouvait lui donner à peu près aucune documentation — par quelle voie, sous quelles formes et à quel rythme se ferait l'unification du monde socialiste, de quelle manière s'établiraient les relations d'Etat à Etat entre les futurs pays socialistes. Lénine n'était pas un prophète, mais un chercheur scientifique révolutionnaire. Mais c'est justement parce qu'il a théoriquement éclairé et expliqué la réalité essentielle de l'époque contemporaine, de l'époque impérialiste du capitalisme, les lois du développement et de la décadence du capitalisme dans les conditions contemporaines, et parce qu'il a en outre, en Russie, réalisé dans la pratique les formes de son abolition, que Lénine a prévu et exposé, avec une géniale clairvoyance, les principes fondamentaux sur lesquels devraient nécessairement s'établir les relations mutuelles des nouveaux Etats socialistes qui naîtront au cours de la période de décadence du capitalisme, si ces nouveaux Etats, et le mouvement ouvrier considéré dans son ensemble, veulent vraiment aller de l'avant, s'ils veulent que le mouvement ouvrier et démocratique combatte avec succès le capitalisme et l'esclavage national. Lénine n'a pas vécu la période d'apparition de plusieurs Etats socialistes, et il n'a donné et n'a pu donner que les bases théoriques générales sur lesquelles devraient se fonder les rap-

ports entre Etats socialistes. Quant aux formes concrètes que devaient prendre ces rapports, quant aux voies et aux moyens par lesquels devaient prendre corps les divers Etats socialistes — Lénine ne pouvait pas les prévoir ; il ne s'est d'ailleurs jamais soucié de ce genre de « prévisions ». Mais il ne s'ensuit pas que ses conceptions, sur ce qui est essentiel, ne constituent pas un tout cohérent. Bien au contraire, S'il n'y a pas chez Lénine — et il ne peut pas y en avoir — de prévisions des aspects concrets des rapports entre les futurs Etats socialistes et des lignes concrètes de développement des divers Etats socialistes, non plus que des voies concrètes par lesquelles l'humanité en général ira vers le socialisme, ses conceptions des rapports entre Etats socialistes constituent une théorie logique, articulée et cohérente, qui peut et doit servir de base, de point de départ dans l'édification des rapports à venir entre Etats du peuple travailleur.

Lénine a toujours envisagé la question des rapports entre Etats socialistes du point de vue du développement et du renforcement de la révolution prolétarienne, du point de vue de la victoire du socialisme. La forme de ces rapports, la manière de régler les questions réciproques entre Etats socialistes, sont d'après Lénine — et doivent être — étroitement liées avec les questions que posent le développement de la révolution prolétarienne et le renforcement du socialisme. Ce qui est le principal pour un parti proléta-

rien, c'est le renversement du capitalisme, la construction du socialisme, et tout le reste est pour lui — comme dit Lénine — « de second et de dixième ordre », subordonné à ce but fondamental. Un leit-motiv de multiples ouvrages de Lénine sur la question nationale est l'idée qu'il faut lier les questions de relations entre Etats socialistes avec la question de la révolution prolétarienne, avec la question de la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir, avec la question du renforcement du socialisme, avec la question de la poursuite efficace de la lutte contre le capitalisme.

Lénine écrivait en 1913 :

« La question du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (c'est-à-dire la garantie par la Constitution de l'Etat d'un moyen entièrement libre et démocratique de solution de la question de la séparation) est confondue d'une façon inadmissible avec la question de l'utilité effective de la séparation de telle ou telle nation. Cette dernière question, le parti social-démocrate (2) doit la résoudre, dans chaque cas pris individuellement, de façon absolument indépendante, du point de vue de l'intérêt de toute l'évolution sociale et de l'intérêt de la lutte du prolétariat pour le socialisme » (3).

(2) On n'ignore pas que le nom de Parti communiste n'existant pas alors. (Note de l'auteur.)

(3) Lénine, *Oeuvres Complètes*, t. XVII, 12-13. (Nous citons Lénine d'après la III<sup>e</sup> édition russe.)

Quand et si une nation se séparera d'une autre ou d'autre nations et formera son propre Etat indépendant, ou bien quand, combien de temps et jusqu'à quel degré elle existera comme Etat indépendant, cela dépend « de l'intérêt de toute l'évolution sociale et de l'intérêt de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme ? ». Le droit de disposer d'elle-même, c'est-à-dire de se séparer en tant qu'Etat, est un droit dont *jouit* chaque nation, mais la question de savoir quelle nation *exercera* ce droit, sous quelle forme et jusqu'à quel point — dépend avant tout des conditions internationales, des conditions générales de la lutte pour le développement à venir du socialisme, et ensuite aussi de l'état de choses dans chaque pays considéré individuellement. C'est après appréciation de ces conditions que le parti prolétarien décide « dans chaque cas pris individuellement et de façon absolument indépendante » si son peuple se séparera en tant qu'Etat d'un autre et créera son propre Etat, ou s'il entrera dans tel ou tel rapport avec tel ou tel Etat (socialiste).

Par conséquent, si une estimation judicieuse des rapports internationaux établit que telle ou telle forme de relations d'Etat est avantageuse pour le mouvement pris dans son ensemble, le parti prolétarien *doit* choisir la forme, et celle-là seule, qui renforce le mouvement dans son ensemble. Aujourd'hui par exemple, que les impérialistes américains essaient de soumettre à leur domination — sans même parler des autres — jusqu'à des nations aussi grandes, aussi évoluées et

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

d'une aussi haute culture que les Français et les Italiens, et que les idéologues de la nouvelle hégémonie mondiale préconisent la création d'un Etat mondial, les divers partis prolétariens « de façon absolument indépendante », et le mouvement ouvrier pris en bloc, doivent se poser la question : ce qui correspond aux intérêts du développement de la lutte pour le socialisme et la démocratie — en un temps où la lutte des peuples pour l'indépendance prend une telle acuité — est-ce l'union des Etats socialistes en un seul organisme d'Etat, ou bien est-ce le développement des Etats socialistes, en tant qu'organismes particuliers, égaux en droits, dans la plus étroite et la plus universelle coopération mutuelle ? Et cette autre question encore doit se poser : est-ce la première, ou la deuxième manière d'agir qui va renforcer ou affaiblir, par exemple, la lutte des Français, des Italiens, des peuples coloniaux, etc. ? C'est sous cet angle — et sans parler de la très grande importance qu'ont les conditions internes de développement des divers pays socialistes — qu'il faut poser et résoudre la question de l'unification des Etats socialistes en un seul organisme d'Etat ou de leur vie étatique individualisée et indépendante. Car cette question n'est pas et ne peut pas être la question primordiale et décisive. Ce qui est primordial et décisif, c'est le renforcement du socialisme et du mouvement révolutionnaire et démocratique dans son ensemble, tandis que la question de telle ou telle forme de rapports étatiques entre pays socialistes, comme l'a plus d'une fois souligné

Lénine, est une question « de second et de dixième ordre », subordonnée au développement du mouvement dans son ensemble.

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes n'est nullement compromis par le fait que le parti prolétarien adopte telle ou telle attitude. La question d'après Lénine, n'est pas de savoir si telle ou telle nation doit ou ne doit pas se séparer, c'est-à-dire faire usage de son droit, mais de savoir si sa séparation correspond aux intérêts du mouvement dans son ensemble, et par conséquent de cette nation elle-même, — car les intérêts réels d'un peuple ne peuvent pas, d'après Lénine, être en contradiction, dans le socialisme, avec les intérêts des autres peuples. Si le renforcement du socialisme, ou ce qui revient au même, si l'affaiblissement continu du capitalisme l'exige, les nations peuvent se séparer en Etats indépendants, ou au contraire adhérer aux groupements d'Etats qui, dans une situation donnée, correspondent le mieux, aussi bien aux intérêts du développement du mouvement en général, qu'aux intérêts des nations qui sont en cause.

Le parti doit, selon Lénine, dans chaque cas particulier, prendre position de façon indépendante et concrète, en se mettant d'accord, sur une base de libre volonté et d'égalité de droits, avec les autres partis.

C'est au nom de ces principes que Lénine, justement parce qu'il était internationaliste conséquent et adversaire implacable de tout ce qui est exclusivisme national et de tout ce qui peut diviser les tra-

vailleurs, admettait la possibilité de la séparation des divers peuples en Etats socialistes particuliers. Lénine admettait cette possibilité non seulement pour les peuples en dehors de la Russie des tsars, mais même pour ceux de la Russie des tsars elle-même.

Dans sa « Lettre aux ouvriers et paysans d'Ukraine » à l'occasion de la victoire sur Denikine, écrite à la fin de l'année 1919, Lénine écrit :

« Tant que l'Ukraine n'aura pas été entièrement libérée de Dénikine, son gouvernement, jusqu'à ce que se réunisse un Congrès pan-ukrainien des soviets, est le Comité Révolutionnaire Pan-ukrainien. Dans ce Comité Révolutionnaire, à côté des communistes-bolchéviks ukrainiens, travaillent comme membres du gouvernement les communistes ukrainiens du groupe « Borotba ». *Ce qui distingue principalement les « borotbistes » des bolcheviks, c'est que les premiers sont partisans de l'indépendance inconditionnelle de l'Ukraine. Les bolcheviks ne font pas DE CELA un objet de divergence et de désunion, ils ne voient pas EN CELA un obstacle quelconque à la bonne collaboration prolétarienne (4). Pourvu qu'il y*

---

(4) Je laisse ici de côté la question des « borotbistes » et de leur comportement ultérieur; je ne veux qu'exposer la thèse de Lénine selon laquelle la revendication de l' « indépendance sans conditions de l'Ukraine » ne suffit pas pour que les bolcheviks en fassent « un objet de divergence et de désunion » et qu'ils y voient « un obstacle quelconque à un travail prolétarien dans la concorde ».

*ait unité dans la lutte contre le joug du capital, pour la dictature du prolétariat, la question des frontières nationales, d'un lien fédératif ou autre entre Etats, ne doit pas être pour les communistes une raison de se diviser (5). Parmi les bolcheviks il y a des partisans de la complète indépendance de l'Ukraine, il y en a qui sont pour un lien fédéral plus ou moins étroit, il y en a qui sont pour l'union totale de l'Ukraine avec la Russie. Se séparer à cause de ces questions est inadmissible. Ces questions seront résolues par le Congrès Panukrainien des Soviets » (1).*

Partant du point de vue de « l'unité dans la lutte contre le joug du capital » considéré comme devoir fondamental, Lénine, dans la « Lettre » en question, montrait, aux ouvriers grand-russes aussi bien qu'ukrainiens, le péril des déviations nationalistes, qui peuvent causer à cette unité un tort sérieux. L'insistance des communistes grands-russes pour « l'Union entre l'Ukraine et la Russie » peut provoquer le soupçon d'être inspirée non par des motifs d' « unité des prolétaires dans la lutte contre le joug du capital », mais bien par des mobiles d'impérialisme grand-russe; et l'insistance des communistes ukrainiens

(5) Souligné par M.D. — Lorsque, dans les citations, cette précision n'est pas expressément donnée en note, c'est Lénine lui-même qui souligne.

(6) Lénine, 3<sup>e</sup> édition, XXIV p. 657-658.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

sur « l'indépendance inconditionnelle de l'Ukraine comme Etat » peut éveiller le soupçon d'être inspiré par des « préjugés nationaux de petits-bourgeois et de petits-propriétaires ». Il est évident que le devoir consiste, pour les communistes grands-russes, à laisser aux Ukrainiens eux-mêmes le règlement des rapports avec la Russie, et pour les communistes ukrainiens à ne pas laisser se briser « l'unité prolétarienne dans la lutte contre le joug du capital ». C'est là ce qui est essentiel dans toute la question, c'est là-dessus que, d'après Lénine, communistes grands-russes et communistes ukrainiens sont et doivent être intransigeants, tandis que, dans la question des rapports étatiques entre l'Ukraine et la Russie, les communistes grands-russes doivent être conciliants.

Lénine dit encore à ce sujet :

« Le meilleur moyen d'y parvenir (7), c'est de collaborer à la défense de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets dans la lutte contre les hobereaux et les capitalistes de tous les pays, contre leurs tentatives de restaurer leur toute-puissance. Une pareille lutte commune montrera clairement dans la pratique que les travailleurs grands-russes et ukrainiens, *quelle que soit la solution donnée au problème de l'indépendance*

(7) Entendez: à supprimer la méfiance entre communistes grands-russes et ukrainiens. (Note de l'auteur.)

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

*d'Etat ou des frontières d'Etat, ont absolument besoin d'une étroite alliance militaire et économique* (8), faute de quoi les capitalistes de l' « Entente », c'est-à-dire de la coalition des pays capitalistes les plus riches, l'Angleterre, la France, l'Amérique, le Japon et l'Italie, nous étoufferont et nous écraseront l'un après l'autre...

« C'est pourquoi nous, communistes grands-russes, devons combattre avec la plus grande rigueur, dans notre milieu, jusqu'à la plus infime manifestation de nationalisme grand-russe, car ces manifestations, qui sont de toute façon une trahison du communisme, causent un dommage immense en nous séparant d'avec nos camarades ukrainiens, et en portant ainsi de l'eau au moulin de Dénikine et de sa bande.

« C'est pourquoi nous, communistes grands-russes, devons être conciliants dans nos divergences de vues avec les communistes ukrainiens, bolcheviks ou « borotbistes », quand ces divergences portent sur l'indépendance de l'Ukraine, la forme de son alliance avec la Russie, et, d'une façon générale, sur la question nationale (9). Intransigeants et implacables, nous devons tous l'être, communistes grands-russes, ou ukrainiens, ou de

---

(8) Souligné par M.D.

(9) Souligné par M. D.

n'importe quelle autre nation, *quand il s'agit des questions fondamentales, également importantes pour toutes les nations, des questions de la lutte prolétarienne, des questions de la dictature du prolétariat, du rejet de toute besogne de compromission avec la bourgeoisie, du refus de tout ce qui morcelle les forces qui nous défendent contre Denikine* (10).

« ... Dans cette longue et pénible lutte, nous, ouvriers grands-russes et ukrainiens, devons marcher *dans la plus étroite alliance*, car chacun pour soi nous n'en sortirions sûrement pas. *Quelles que soient les frontières de l'Ukraine et de la Russie, quels que soient les formes de leurs rapports d'Etat à Etat, ce n'est chose si importante, c'est chose sur laquelle on peut et on doit faire des concessions, essayer et la première solution, et la deuxième, et la troisième* (11) : ce n'est pas cela qui mettra en péril la cause des ouvriers et des paysans, la cause de la victoire sur le capitalisme » (12).

Ainsi, ce qui est « obligatoirement nécessaire », c'est « une étroite alliance militaire et économique », pour que les capitalistes ne puissent pas écraser, sépa-

(10) Souligné par M.D.

(11) C'est-à-dire et l'union complète, et la fédération, et l'indépendance de chaque Etat. Note de l'auteur ,d'après les expressions employées par Lénine dans le même texte.

(12) Souligné par M. D. Lénine, **XXXIV**, p. 658-659.

tement, les uns et les autres; et ce qui est secondaire et, par conséquent, facultatif aussi bien pour les Ukrainiens que pour les Russes, c'est « n'importe quelle solution de la question de l'indépendance nationale ou des frontières des Etats ». Ce que sera cette solution, la forme que prendront les rapports d'Etats des Grands-Russes et des Ukrainiens, cela dépendra en dernier ressort des intérêts généraux du mouvement dans une situation donnée, et, directement, des aspirations et des vœux librement exprimés des ouvriers et paysans ukrainiens eux-mêmes.

La même idée a été formulée de façon plus nette encore par Lénine à un autre endroit :

« Comme internationalistes nous sommes tenus, premièrement, de combattre avec une énergie particulière les restes (quelquefois inconscients) de l'impérialisme et du chauvinisme grands-russes chez les communistes « russes »; nous avons le devoir, deuxièmement, justement dans la question nationale, en tant que relativement peu importante (pour un internationaliste la question des frontières de l'Etat est une question de second ordre, sinon même de dixième ordre), de consentir des concessions. Ce qui est important, ce sont d'autres questions, ce qui est important ce sont les intérêts fondamentaux de la dictature du prolétariat, ce qui est important ce sont les intérêts de l'unité et de la discipline de l'Armée Rouge qui se bat contre Dénikine, ce qui est important

c'est le rôle directeur du prolétariat par rapport à la paysannerie; beaucoup moins importante est la question de savoir si l'Ukraine sera un Etat séparé ou non. Nous ne pouvons nullement nous étonner — et nous n'avons pas à nous effrayer — même de la *perspective de voir les ouvriers et paysans ukrainiens essayer* différents systèmes, et au cours, mettons, de quelques années, faire l'expérience pratique *et de la fusion avec la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie, et de la séparation d'avec elle en une République Socialiste indépendante des Soviets d'Ukraine, et de diverses formes d'étroite alliance entre elles* (13), et ainsi de suite » (14).

Si nous citons si largement ces pages, c'est parce qu'on y voit l'ensemble de la doctrine de Lénine, et c'est parce qu'il les écrivait au temps de la lutte pour la libération de l'Ukraine, qui avait été partie intégrante de l'Etat russe des tsars. Il s'agissait donc d'une nation qui, dans une longue vie commune avec les Grands-Russes au sein du même Etat, avait acquis une existence sociale plus ou moins semblable à la leur et atteint plus ou moins le même degré d'évolution, et qui, dans la Révolution, avait passé par les mêmes conditions et les mêmes formes de

(13) Souligné par M. D.

(14) Lénine, XXIV, p. 645.

lutte. Or, Lénine admettait même pour elle la possibilité de la séparation en un Etat socialiste particulier. En outre, il ne faut pas perdre de vue que Lénine écrivait cela à un moment où dans le monde, et spécialement en Europe centrale et occidentale, s'amplifiait un mouvement révolutionnaire provoqué par la guerre et puissamment encouragé par la Révolution d'Octobre, et où il pouvait tout naturellement lui sembler que la Révolution d'Octobre allait se transformer en une Révolution de plusieurs grands pays. Donc, dans de telles conditions intérieures (lutte contre Dénikine en Ukraine) et extérieures (essor du mouvement révolutionnaire dans une série de pays européens et de colonies), et alors qu'il lançait le mot d'ordre d'agitation de la « République Soviétique Fédérative mondiale », Lénine considérait que la question de la forme des rapports d'Etats n'était pas une question essentielle, qu'il ne devait pas y « avoir des divergences entre les communistes » à cause d'elle, et que ce qui était question fondamentale, c'était la victoire et l'affermissement de la dictature du prolétariat, aussi bien en Russie qu'en Ukraine.

Ainsi, au moment où il pouvait sembler que dans une série de grands Etats européens la Révolution allait simultanément triompher et se développer en « Révolution mondiale », d'où seulement pouvait sortir une « République soviétique fédérative mondiale », au moment où se déroulait encore la lutte pour la victoire de la Révolution dans une partie de la Rus-

sie des tsars — l'Ukraine — c'est à ce moment-là que Lénine ne voulait ni « s'étonner », ni « s'effrayer » de la possibilité que « les ouvriers et paysans ukrainiens essaient différents systèmes, et au cours de quelques années fassent l'expérience pratique, et de la fusion avec la RSFSR, et de la séparation d'avec elle en une RSS d'Ukraine indépendante, et de diverses formes d'étroite alliance entre elles deux ».

Sur cette question, c'est-à-dire la question des différentes formes — de la fusion à l'indépendance — que peuvent prendre les rapports entre Etats socialistes, je reviendrai encore. Mais l'exemple « ukrainien » de Lénine doit être particulièrement souligné comme élément de réponse à un certain nombre de falsificateurs de la doctrine de Lénine, qui ont donné à quelques-uns des « nôtres » l' espoir qu'ils jetteraient la confusion jusque dans les rangs de notre Parti, en tentant de démontrer — par la dénaturation de citations isolées de Lénine — que la solution théorique qu'il avait donnée à la question des rapports entre Etats socialistes consistait à fonder exclusivement ces rapports sur la fédération ou la confédération (15).

(15) Ces gens, ordinairement, ne savent même pas ce que c'est que la confédération, et s'imaginent qu'elle est simplement quelque chose de plus que la fédération. Or la confédération est une alliance — dans les questions communes — d'Etats en fait indépendants. La confédération entre Etats socialistes n'est encore jamais apparue, et je ne sais même pas si, plus généralement, elle a jamais été appliquée quelque part de façon conséquente, et illustrée

Notre Parti n'a jamais soutenu que les Etats socialistes ne doivent pas s'unir en un unique organisme d'Etat. Mais il n'a jamais été non plus expressément pour cette union. Il a toujours pris pour point de départ, en traitant cette question, l'intérêt du mouvement dans son ensemble, le point de savoir si l'union avec tel ou tel Etat socialiste renforcerait ou affaiblirait le développement du socialisme et de la démocratie. C'est sous cet angle qu'il faut considérer, par exemple, l'attitude qu'il a adoptée, dans des périodes données, dans la question de l'union (fédérative) avec la Bulgarie et l'Albanie. Notre Parti n'a non plus jamais regardé la question de l'union avec ces Etats comme une question primordiale et comme une obligation, soit pour nos peuples, soit pour les peuples de ces pays. Il a dans toutes les circonstances, à toutes les étapes, tenu pour « obligatoirement nécessaire une étroite alliance militaire et économique », et il a fermement exécuté ces obligations, pour autant que cela dépendait de lui, envers tous les Etats socialistes. C'est même de lui qu'est venue l'initiative de la conclusion avec l'Albanie, la Bulgarie et les autres pays de démocratie populaire, de ces alliances

autrement qu'en théorie. Lénine, comme on le voit, ne parle pas de confédération, mais admet quelque chose qui va encore plus loin dans le sens de la séparation : l'Etat socialiste complètement indépendant, sauf en ce qui concerne la persévérance et la collaboration avec les autres Etats socialistes dans la lutte contre le capitalisme, ce qui est d'ailleurs la condition préalable de l'existence et du développement de tout Etat socialiste.

économiques et militaires. Il n'a jamais et par aucun geste pris une initiative tendant à affaiblir ces rapports. Bien plus, même après la fameuse Résolution du Koninform, il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour sauvegarder et développer la collaboration existante entre la Yougoslavie et les autres Etats socialistes.

Mais on ne peut pas en dire autant de ceux qui calomnient le Parti Communiste de Yougoslavie, et surtout de ceux de l'URSS. Ceux-ci connaissent fort bien, et mieux encore que nous, les thèses de Lénine, de même que le fait que la Yougoslavie est un Etat socialiste et qu'elle construit le socialisme à un rythme rapide. Et cela ne les a pas empêchés de prendre une question de deuxième ou de dixième ordre, à savoir la question de la forme des rapports entre Etats, pour une question primordiale. Les dirigeants de l'URSS considèrent que la Yougoslavie doit en tant qu'Etat avoir une place subalterne, et subordonner sa politique économique, et son développement en général, à la puissance socialiste « dirigeante », c'est-à-dire à l'URSS. En même temps, ils ont forcé les autres Etats socialistes à les soutenir dans ce dessein, et à transgérer ce que Lénine, comme nous l'avons vu, considérait comme obligatoire pour les communistes de tous les pays s'ils ne veulent pas trahir le communisme, à savoir une étroite alliance économique, et ils ont réduit à néant, par une série d'actes de violence et de provocation, les alliances

militaires existantes entre la Yougoslavie et les autres pays socialistes.

Préparant méthodiquement ces agissements anti-léninistes, anti-socialistes et anti-démocratiques, ils ont inventé, pour masquer leur révision de la doctrine de Lénine, le mensonge d'une Yougoslavie qui n'est pas un Etat socialiste et qui n'édifie pas le socialisme. Ils pensaient ainsi donner une justification morale, devant l'opinion publique prolétarienne et démocratique internationale, à leurs agissements contre la Yougoslavie : voyez-vous, la Yougoslavie est un pays capitaliste, elle « se transforme en une ordinaire république bourgeoise », il y règne « un régime anti-démocratique et anti-communiste, gestapo-fasciste », et par conséquent toutes les méthodes contre elle sont permises et justifiées. Mais l'inexorable réalité rend transparente cette contre-vérité : il n'est pas un seul Etat capitaliste, ni même fasciste (par exemple l'Espagne ou la Grèce) à l'encontre de qui les dirigeants de l'URSS usent des méthodes auxquelles ils recourent si abondamment et si brutalement contre la Yougoslavie socialiste « capitaliste ». Voilà qui révèle qu'ils ont toujours eu bien davantage en vue l'assujettissement de la Yougoslavie socialiste que la victoire de la démocratie et du socialisme dans le monde capitaliste.

En posant ainsi la question des rapports entre Etats socialistes et en l'élaborant en une théorie complète, Lénine, — dans une conjoncture de croissance

de la révolution en Europe, alors qu'il semblait que la Révolution d'Octobre allait se transformer en « Révolution mondiale », ou au moins en révolution dans une série de pays européens fortement évolués, et alors que l'Union Soviétique était aux prises avec d'extraordinaires difficultés économiques et politiques et soutenait une lutte contre le monde capitaliste *uni*, — admettait aussi l'éventualité de l'association des Etats socialistes en une fédération unique.

L'idée d'une révolution mondiale simultanée, ou plus exactement l'idée d'une révolution simultanée dans une série de pays hautement évolués, se révéla dépourvue de réalité — comme il est constaté, sur la base des travaux de Lénine et de sa doctrine sur l'impérialisme et la révolution, dans l' « Histoire du Parti Communiste (bolchevik) » — tandis que la révolution et la victoire du socialisme dans plusieurs pays, et même dans un seul pays, s'avéra un phénomène possible et conforme aux lois de l'évolution. Par conséquent il faut, d'après Lénine lui-même, envisager aussi la question de l' « Etat socialiste mondial », de la « République socialiste fédérative mondiale », de la « dictature mondiale du prolétariat » — expressions employées par Lénine comme mots d'ordre pour la mobilisation des masses dans la conjoncture consécutive à la guerre impérialiste et à la Révolution d'Octobre, quand le mouvement révolutionnaire se développait dans « plusieurs pays hautement évolués » d'Europe (« dans les conditions de la révolution mon-

diale ») et quand il semblait qu'une révolution victorieuse allait éclater dans ces pays aussi, en sorte que la Russie Soviétique ne resterait pas seule — il faut envisager cette question en se plaçant au point de vue de la possibilité, et de la conformité aux lois de l'évolution, de révoltes éclatant dans des pays pris séparément, et non pas d'un seul coup dans une série de grands pays. Dans un certain nombre de pays évolués d'Europe, et aussi dans notre pays, et de même également dans beaucoup de colonies, la situation en ce temps-là était certainement révolutionnaire. Les impérialistes réunis lançaient leur attaque sur la seule république soviétique et Lénine employait les expressions et mots d'ordre que j'ai cités en s'inspirant de la situation concrète, dans le dessein de rassembler par ce moyen, dans les circonstances données, avec le maximum possible de succès, les prolétaires de tous les pays dans une lutte commune. C'était le devoir de Lénine d'aiguillonner partout le mouvement avec des mots d'ordre adaptés aux circonstances, et il le faisait à fond. Mais il ne pouvait pas garantir lui-même, du même coup, le succès du mouvement dans tous les pays, car cela ne dépendait pas seulement de lui, mais aussi des conditions objectives et subjectives, du rapport des forces dans le monde et dans les différents pays.

Dans sa « Première ébauche des thèses sur la question nationale et coloniale », écrite en juin 1920 pour le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine

tendance qui s'est manifestée de façon tout à fait évidente déjà dans le capitalisme et qui se développera encore et parviendra à son plein accomplissement dans le socialisme ». Lénine, ensuite, montre que la lutte « contre les préjugés nationalistes petits-bourgeois, profondément enracinés, vient d'autant plus au premier plan que devient plus actuel le problème de la transformation de la dictature du prolétariat de nationale (c'est-à-dire existant dans un seul pays et incapable de déterminer la politique mondiale) en internationale (c'est-à-dire en dictature du prolétariat d'au moins plusieurs pays avancés, capable d'exercer une influence décisive sur toute la politique mondiale) (18).

Voilà de quelles conditions concrètes partait Lénine quand il posait la fédération comme forme (étatique) transitoire vers la complète unification (quand il n'y aura plus d'Etats). En posant de cette façon la question de la fédération, Lénine partait des conditions concrètes: la possibilité de réaliser « la dictature du prolétariat au moins dans un certain nombre de pays importants », et d'autre part, l'impossibilité de défendre contre les impérialistes du monde entier, et de dominer économiquement, les républiques soviétiques apparues sur le territoire de la Russie des tsars. Mais — même dans ce cas et dans cette situation — il mettait dans son attitude le maximum possible de fi-

(18) Lénine, XXV, p. 287-288.

— 40 —

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

affirmait, en se basant sur les expériences acquises par la RSFSR, que « la fédération avait fait dans la pratique la preuve de sa conformité au but à atteindre » et la définissait comme « une forme transitoire vers l'unité des travailleurs de diverses nations » (16) Lénine établissait dans cette « Ebauche » qu'une tâche du Komintern « consiste dans l'étude et le contrôle, le contrôle par l'expérience (17), des nouvelles fédérations créées sur la base du système soviétique et du mouvement soviétique. Considérant la fédération comme forme transitoire vers l'unité complète, il est nécessaire de tendre vers une union fédérative de plus en plus étroite, en ayant en vue, premièrement, l'impossibilité de défendre l'existence de républiques soviétiques encerclées par les Etats impérialistes du monde entier...; deuxièmement, la nécessité d'une étroite alliance économique des républiques soviétiques, sans quoi il est impossible de reconstituer les forces productrices que l'impérialisme a détruites, et d'assurer le bien-être des travailleurs; troisièmement, la tendance à créer une économie mondiale unique, régie, d'après un plan d'ensemble, par le prolétariat de toutes les nations,

(16) Lénine, XXV, p. 287.

(17) Le contrôle par l'expérience a, comme on le sait, une énorme importance pour Lénine dans toutes les questions. Critiquant dans une note la théorie de Boukharine sur « l'économie de la période de transition », il fit brillamment ressortir que la possibilité ou l'impossibilité de quelque chose ne peut jamais être établie théoriquement, mais seulement pratiquement.

dèle application de sa théorie et le maximum possible de souplesse politique : « en reconnaissant la fédération... tendre vers une liaison fédérative de plus en plus étroite » et vers « une étroite union économique » (en raison de l'impossibilité de la défense et du relèvement économique isolés et en vue de l'aboutissement de la tendance à l'unification économique du monde).

La « reconnaissance de la fédération comme forme transitoire vers la complète unité » ne signifiait pas, pour Lénine, l'*obligation* pour toutes les nations d'entrer en fédération. Partant d'une situation concrète, il posait dans l' « Ebauche » que la fédération devait être la fédération *reconnue* comme forme transitoire. Dans des conditions données, il était naturel qu'il pût voir dans la fédération la forme la plus adéquate *pour la défense* des républiques soviétiques existantes et pour le rapprochement à venir, par le moyen d' « unions fédératives », des travailleurs des différentes nations.

Il posait en premier lieu la fédération comme perspective pour les pays européens évolués, au sein desquels, dans la situation d'alors, fermentait un fort mouvement révolutionnaire, pour les pays qui allaient vers la révolution *simultanément et de manière semblable*, « sur la base du système soviétique et du mouvement soviétique ». Cela ressort du sens de tout le texte pris dans son ensemble (sinon, il n'aurait pas, dans la dernière thèse, demandé des concessions

pour ce qui est des peuples arriérés). Et ce n'est pas un hasard, à cet égard, qu'il n'y ait pas dans toute l'« Ebauche » un seul mot sur la « République soviétique fédérative mondiale » (19).

Naturellement, dans cette « Ebauche », Lénine est parfaitement conséquent avec ses positions fondamentales : la libre volonté de chaque nation dans la question du choix de la forme de ses rapports avec les autres Etats socialistes, c'est-à-dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est aussi

---

(19) Ni Lénine ni Staline n'ont maintenu comme condition nécessaire, dans la situation d'alors, le principe de la fédération comme unique forme d'association étatique des travailleurs de différentes nations. Cela apparaît nettement dans la « Lettre » déjà citée de Lénine « aux ouvriers et paysans d'Ukraine », et aussi dans la réponse adressée par Staline, du Front Sud, comme complément au point 7 du « Premier projet (de Lénine) de thèses sur la question nationale et coloniale ». Staline dit dans cette réponse :

« Votre projet de thèses sur la question nationale et coloniale au II<sup>e</sup> Congrès du Komintern m'est parvenu le 11 juin. Je n'ai pas à cette heure la possibilité de me prononcer sur ces thèses en détail et complètement (je n'ai pas le temps), mais il y a une lacune dans ces thèses sur laquelle je puis m'expliquer brièvement. Je veux parler de l'absence de mention, dans ces thèses, de la confédération comme l'une des formes transitoires du rapprochement des travailleurs de nations différentes.

« Pour les nations qui faisaient partie de l'ancienne Russie, notre type (soviétique) de fédération peut et doit être considéré comme adapté à son but qui est l'acheminement vers l'unité internationale. Les raisons sont connues : ces nationalités, ou bien n'ont pas eu leur propre Etat dans le passé, ou bien l'ont perdu depuis longtemps, par suite

pour cela qu'il demande aux communistes une « particulière prudence », une « particulière attention » et des concessions à l'égard des peuples longtemps opprimés.

Voici comment il termine cette « Première ébauche de thèses sur les questions nationale et coloniale » :

« 12. — L'oppression séculaire des nationalités coloniales et faibles par les puissances impérialistes a laissé dans les masses laborieuses des pays opprimés non seulement du ressentiment,

de quoi le type soviétique (centralisé) de fédération s'enracine chez elles sans troubles particuliers.

« On ne peut pas en dire autant des nationalités qui n'ont pas fait partie de l'ancienne Russie, qui ont existé comme formations indépendantes, qui ont développé leur propre Etat, et qui, si elles deviennent soviétiques, seront obligées par la force des choses d'entrer dans tels ou tels rapports (liens) étatiques avec la Russie soviétique. Par exemple, les futures républiques soviétiques d'Allemagne, de Pologne, de Hongrie, de Finlande. Il est difficile d'imaginer que ces nationalités, qui ont leur existence d'Etat, leur armée, leurs finances, il est difficile d'imaginer que, devenues soviétiques, elles soient disposées à accepter immédiatement, avec la Russie Soviétique, un lien fédératif du type bachkir ou ukrainien. (Dans vos thèses vous faites des différences entre les types bachkir et ukrainien de lien fédératif, mais en fait cette différence n'existe pas, ou elle est si petite qu'elle est égale à zéro.) Car elles considéreraient une fédération du type soviétique comme une forme de diminution de leur indépendance d'Etat, comme un attentat à cette indépendance.

« Je ne doute pas que pour ces nationalités la forme la plus acceptable de rapprochement serait la confédération (union d'Etats indépendants). Sans parler des nationalités

mais aussi de la méfiance à l'égard des nations opprimes en général, y compris le prolétariat de ces nations. L'infâme trahison du socialisme par la majorité des chefs officiels de ce prolétariat en 1914-1918, quand le social-chauvin qualifiait de « défense nationale » la défense du « droit » de « sa » bourgeoisie à opprimer les colonies et à piller les pays financièrement dépendants, ne pouvait pas ne pas renforcer cette méfiance pleinement justifiée. D'autre part, plus un pays est arriéré, plus est forte chez lui la petite pro-

attardées, par exemple la Perse, la Turquie, à l'égard des quelles ou pour lesquelles le type soviétique de fédération, et la fédération en général, serait encore plus inacceptable.

Partant de ces motifs, je pense que dans vos thèses relatives aux formes transitaires de rapprochement des travailleurs de nations différentes il est indispensable d'introduire (à côté de la fédération) la *confédération*. Cette correction donnerait aux thèses plus d'élasticité, les enrichirait encore d'une forme transitoire de rapprochement des travailleurs de nations différentes qui n'ont pas fait précédemment partie de la Russie: le rapprochement sur base d'Etats avec la Russie Soviétique. » (Cité d'après Lénine, *Oeuvres complètes*, XXIV, p. 624.)

Il est caractéristique, toutefois, que cette lettre de Staline, dont l'importance de principe a été à d'innombrables reprises soulignée par les marxistes, surtout en U.R.S.S., n'a pas trouvé place dans le tome de ses « *Oeuvres complètes* », (actuellement en cours d'édition à Moscou) où elle devrait être insérée d'après le moment où elle a été écrite. Compte tenu du travail pédantiquement minutieux auquel donne lieu l'édition desdites « *Oeuvres complètes* », la chose ne peut s'expliquer que par le fait que Staline abandonne tacitement le point de vue exprimé dans cette lettre. Pourtant, aucun autre point de vue de lui n'a été nulle part exposé, ni aucune explication fournie à ce sujet.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

duction agricole, dont le caractère patriarchal et attardé confère inévitablement une force et une ténacité particulière aux plus profonds préjugés petits-bourgeois, à savoir les préjugés de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Comme ces préjugés ne peuvent disparaître *qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés*, et après la transformation radicale de toute la base de la vie économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne peut être que très lente. D'où, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, le devoir de témoigner une circonspection et une attention particulière envers les survivances des sentiments nationaux des pays et des peuples opprimés depuis un temps très long et de même aussi le devoir de faire certaines concessions en vue de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés. *Sans un libre effort vers l'alliance et l'unité de la part du prolétariat, et puis de toutes les masses laborieuses de tous les pays et nations du monde, la cause de la victoire sur le capitalisme ne peut pas être couronnée de succès* » (20).

Ainsi donc Lénine, même dans les conditions intérieures et internationales concrètes que j'ai rappelées, traitait la question des rapports entre Etats socialistes

(20) Lénine, XXV, p. 290. Souligné par M. D.

à la fois d'un point de vue concret, et du point de vue du renforcement du socialisme en général, du renforcement de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi la citation que j'ai tirée de l' « Ebauche de thèses » ne saurait être séparée de sa conception d'ensemble (par exemple de son attitude exposée presque à la même époque dans sa « Lettre aux ouvriers et paysans d'Ukraine » et dans d'autres ouvrages). Il prévoyait la possibilité de la fédération pour des nations qui simultanément et de la même manière (« sur la base du système soviétique et du mouvement soviétique ») vont vers le socialisme, afin que — dans la situation donnée — elles puissent se défendre plus facilement contre l'agression des impérialistes réunis, mais il admettait aussi la possibilité de la séparation et il recommandait la plus grande attention, et même des concessions, à l'égard des peuples opprimés. Lénine, comme on le voit, même dans l' « Ebauche », ne se place pas au point de vue d'un « Etat socialiste mondial » (une « République soviétique fédérative mondiale », une « dictature mondiale du prolétariat ») qui ne pourrait surgir que d'une révolution englobant le monde entier à la fois. Exactement de même que s'est révélée dépourvue de réalité, dans les conditions de l'impérialisme, la « théorie » de la « révolution mondiale », se révèle dépourvue de réalité, comme il apparaîtra plus clairement encore dans la suite de cet exposé, l'idée d'un « Etat socialiste mondial » — car seuls peuvent séparer l'une de l'autre ceux qui pensent qu'un Etat socialiste et la cons-

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

truction du socialisme sont possibles sans l'arrivée du prolétariat au pouvoir ! L'un est inséparable de l'autre. Et prétendre que Lénine était l'idéologue de la « fédération soviétique mondiale », ou si l'on veut d'un « Etat soviétique mondial », c'est aussi absurde que si l'on venait prétendre que Lénine est le créateur de la « théorie » de la « révolution mondiale » (21) ou plus exactement de l'impossibilité du triomphe de la révolution et du socialisme dans un pays sans révolution mondiale simultanée. S'il n'y a pas de révolution mondiale, c'est-à-dire englobant le monde entier à la fois — et les enfants eux-mêmes savent aujourd'hui qu'il n'y en a pas — il n'y a pas non plus et il ne peut pas y avoir d'Etat socialiste mondial, de « dictature mondiale du prolétariat », de « république soviétique fédérative mondiale », etc. Attribuer quelque chose de semblable à Lénine et au léninisme est absolument injustifié, insensé et contraire à toute l'évolution internationale depuis la Révolution d'Octobre. Cela revient en fait à une tentative malveillante d'extraire de Lénine des mots d'ordre isolés, pour les servir, sous une forme dénaturée, comme représentant l'essence de sa doctrine.

C'est justement Lénine, comme on le sait, qui a

---

(21) Les créateurs de cette « théorie » sont en réalité Parvus et Rosa Luxemburg : s'appuyant sur un passage de Marx compris de façon erronée, ils la défendaient sous le nom de « révolution permanente ». Plus tard Trotzky leur vola cette théorie et la répandit comme étant de lui.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

élaboré la théorie de la possibilité et du caractère inévitable du triomphe de la révolution et du socialisme dans un pays seul, et remplacé ainsi, comme périmée dans les conditions de l'ère de l'impérialisme, la théorie de Marx et d'Engels sur la révolution simultanée dans plusieurs pays évolués. Lénine a, comme on le sait, traité la question de la révolution mondiale en prenant pour base la loi du développement inégal et des contradictions du capitalisme, qui prennent un relief particulièrement aigu dans l'ère de l'impérialisme ; c'est-à-dire qu'il l'a traitée comme une question de rupture de la chaîne capitaliste tantôt ici et tantôt là, comme une question de déclenchement inévitable, possible et nécessaire de la révolution, et de victoire du socialisme, d'abord dans quelques pays, ou même dans un seul pays, et ensuite dans les autres pays.

Faisant dépendre la question des rapports étatiques entre Etats socialistes de la question de la lutte contre le capitalisme, Lénine, au cours de toute son activité révolutionnaire, dans toutes les périodes sans exception, considéra et affirma sans réserves que ces rapports, quels qu'ils fussent quant à la forme, doivent toujours reposer sur les principes de la libre volonté, sur le respect et la garantie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Lénine voyait même la seule voie d'une lutte efficace et de la victoire du prolétariat dans la reconnaissance constante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il écrivait :

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

« Mais il y a *un cas* où les marxistes sont obligés, s'ils ne veulent pas trahir la démocratie et le prolétariat, de défendre une revendication spéciale, dans la question nationale, c'est : le *droit* des nations à leur libre disposition (article 9 du Programme du Parti social-démocrate russe), c'est-à-dire à la séparation politique » (22).

Le principe de l'*absolute liberté de disposition*, que Lénine mettait en avant comme base de la solution des rapports mutuels entre Etats socialistes, est indispensable et inévitable parce que la libre disposition est le *seul moyen* de parvenir à un rapprochement réel des peuples dans le socialisme. Sans application du principe de la liberté de décision dans la question des rapports entre Etats socialistes, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de *réel* rapprochement entre les travailleurs de ces Etats. Or le rapprochement des peuples, l'établissement de liens sans cesse plus étroits, et dans tous les domaines, entre les travailleurs de nationalités différentes, l'effacement des différences qui les séparent, c'est là le but final du communisme.

Car on n'ignore pas que des efforts d'unification et de rapprochement des peuples et des Etats ont été faits dès avant l'époque du socialisme: mais ils avaient toujours un caractère de contrainte, et portaient en

(22) Lénine, XVII, 118.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

eux-mêmes, dès leur origine, un germe de faiblesse interne, le germe de leur échec. Une expression de volonté et une unité purement formelles ne pouvaient jouer là aucun rôle essentiel (ainsi par exemple dans l'unification des peuples de la Yougoslavie en un seul Etat en 1918), dès lors que la véritable volonté du peuple et la véritable unité étaient déjouées.

Il va de soi que Lénine, en internationaliste conséquent, n'était pas et ne pouvait pas être pour la séparation des peuples. Toute division des peuples est d'ailleurs, quels que puissent être les motifs apparents et temporaires qui l'inspirent, œuvre réactionnaire. Lénine était sans réserves pour le rapprochement des peuples, et même pour leur fusion dans l'avenir, dans le communisme. Mais il ne voyait la possibilité de ce rapprochement *que par le moyen d'un rapprochement volontaire*, par la reconnaissance constante et réelle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Envisageant la question des rapports entre Etats socialistes du point de vue du renforcement du socialisme dans son ensemble, Lénine était l'adversaire implacable de tout exclusivisme national. Il luttait résolument pour le principe du rapprochement des peuples, mais en se rendant compte en même temps que ce rapprochement ne pouvait se réaliser que par l'exercice de leur libre volonté, moyennant la reconnaissance — en actes comme en paroles — du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Liberté de choix

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

pour la forme des rapports entre Etats, plus droit de libre disposition (l'un et l'autre dans toutes les conditions et pour tous les peuples) égale rapprochement des peuples dans le socialisme : voilà, en fait, à quoi se ramène la conception leninienne des rapports entre Etats socialistes. Autrement dit : le rapprochement n'est possible qu'au prix de la reconnaissance des principes de libre volonté et de libre disposition des nations.

Voici ce que Lénine dit de ce problème, à l'occasion d'une polémique avec P. Kiyevski (le trotzkiste Piatakov), dans son article « D'une caricature du marxisme et de l' « économisme impérialiste », publié en 1916 :

« Si nous demandons à notre gouvernement qu'il décampe des colonies — ou, pour employer, au lieu d'un appel à l'agitation, une expression politique précise, qu'il *donne* aux colonies leur pleine *liberté* de séparation, leur *droit réel à disposer d'elles-mêmes*, — si nous assumons nous-mêmes l'obligation de donner une réalité à ce droit, de donner cette liberté dès que nous nous serons emparés du pouvoir, nous exigeons cela de l'actuel gouvernement, et nous voulons *faire* cela quand nous serons nous-mêmes le gouvernement, *nullement* pour « recommander » la séparation, mais bien au contraire : pour faciliter et accélérer le rapprochement *démocratique* et la fusion des nations. Nous tendrons toutes nos forces pour

nous rapprocher et nous fondre avec les Mongols, les Persans, les Indiens, les Egyptiens, nous considérons comme notre devoir et *notre intérêt* de le faire, car sans cela le socialisme en Europe *ne sera pas solide*. Nous nous efforcerons d'offrir, à ces peuples attardés et opprimés davantage que nous ne le sommes, selon la très belle expression des social-démocrates polonais « une aide culturelle désintéressée », c'est-à-dire que nous les aiderons à passer à l'utilisation des machines, à l'allégement du travail, à la démocratie, au socialisme.

« Si nous demandons la liberté de séparation pour les Mongols, les Persans, les Egyptiens, et *tous* les peuples opprimés et dépendants sans exception, ce n'est nullement parce que nous sommes *pour leur séparation*, mais *seulement* parce que nous sommes pour le rapprochement et la fusion *libres, volontaires* et non pas réalisés par contrainte. *Uniquement* pour cela !

« Et à cet égard la *seule* différence que nous voyons entre le paysan ou l'ouvrier mongol ou égyptien et le paysan ou l'ouvrier polonais ou finnois, c'est que ces derniers sont des gens hautement évolués, politiquement plus expérimentés que les Grands-Russes, économiquement mieux préparés, etc., et que par suite ils persuaderont certainement très rapidement leurs peuples, qui maintenant détestent à juste titre les Grands-Rus-

ses à cause du rôle de bourreaux qu'ils jouent, qu'il est déraisonnable d'étendre cette bâine aux ouvriers *socialistes* et à la Russie socialiste, et que le calcul économique, aussi bien que l'instinct et la conscience de l'internationalisme et du démocratie, exigent le rapprochement aussi rapide que possible et la fusion de toutes les nations dans la société socialiste. Parce que les Polonais et les Finnois sont des gens de haute culture, ils se convaincront, selon toute apparence, très vite de la justesse de ce raisonnement, et la séparation de la Pologne et de la Finlande (d'avec la Russie), après la victoire du socialisme, ne pourra durer qu'un temps très court. Infiniment moins civilisés, les fellahs, les Mongols, les Persans, peuvent rester séparés un temps plus long, mais nous aviseraisons à l'abréger, comme je l'ai dit, par une aide culturelle désintéressée.

« Il n'y a et il ne peut y avoir *aucune* autre différence entre notre attitude à l'égard des Polonais et à l'égard des Mongols. Il n'y a et il ne peut y avoir *aucune* « contradiction » entre la propagande de la liberté de séparation des nations, avec la ferme résolution que nous avons de réaliser cette liberté quand *nous* serons le gouvernement, et la propagande du rapprochement et de la fusion des nations » (23).

---

(23) Lénine, **XIX**, p. 227-228.

Le principe de la libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes est chez Lénine un autre aspect du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'application du principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes est en fait l'application du droit de chaque peuple à disposer de lui-même — à créer son propre Etat indépendant (24) ou à entrer volontairement dans une union avec un autre Etat, dans une forme librement choisie (fédération ou confédération). Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de libre volonté s'il n'y a pas de droit de libre disposition, et le droit de libre disposition est, premièrement, le droit d'un peuple à son propre Etat national, et deuxièmement, son droit de choisir librement tel ou tel rapport étatique avec un autre Etat. Le principe de libre volonté et le droit de libre disposition sont en fait une seule et même chose. Il ne s'agit que de deux façons différentes de considérer une

(24) « Par libre détermination des peuples on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec des collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'un Etat national indépendant. » (Lénine, XVII, p. 428.)

Et dans un autre endroit : « Il faut réaliser l'égalité nationale, proclamer, formuler et réaliser l'identité de « droits » de toutes les nations... Mais ici surgit la question qu'on essaie d'éviter : est-ce que la négation du droit d'un peuple à son propre Etat national n'est pas une négation de l'égalité de droits ? Bien entendu que c'en est une. Et une démocratie allant jusqu'au bout de ses principes, c'est-à-dire socialiste, proclame, formule et réalise ce droit, hors duquel il n'y a pas de voie vers le rapprochement et la fusion pleine et volontaire des nations. » (Lénine, XIX, p. 234).

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à choisir librement et volontairement la forme de leurs rapports d'Etat avec d'autres peuples, il ne l'a jamais traité comme un droit formel, que proclame aussi la démocratie bourgeoise (par exemple Wilson dans la Première Guerre Mondiale, Churchill et Roosevelt dans la Deuxième), mais comme un droit réel, qu'il est possible de réaliser uniquement dans une véritable démocratie socialiste. Ceux qui s'arrogent aujourd'hui le monopole de la doctrine de Lénine, et qui se targuent d'être ses seuls (!) vrais continuateurs, n'agissent pas selon Lénine. Tandis qu'ils parlent encore publiquement du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à entrer volontairement dans tels ou tels rapports de leur choix avec d'autres Etats, ils appliquent en pratique des méthodes de contrainte à l'endroit des Etats socialistes, et déjouent la libre volonté réelle des peuples. Il y a chez eux, de la façon la plus totale, divorce entre les paroles et les actes, entre la théorie et la pratique. Combien de temps comptent-ils pratiquer le déni du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et du principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes — on ne saurait le dire. Comment peuvent-ils, avec de tels agissements, penser combattre l'impérialisme et aider les partis ouvriers, surtout aujourd'hui en France et en Italie, à lutter contre l'impérialisme américain et contre ses serviteurs dans les différents pays — on ne saurait le dire non plus. Mais que, ce faisant, ils bloquent l'unité et affaiblissent les forces des mouvements

seule et même chose. Le droit de libre disposition est la reconnaissance aux peuples du droit de déterminer par un acte de libre volonté leurs rapports avec d'autres peuples, et la reconnaissance de ce droit aux peuples signifie qu'ils peuvent déterminer les rapports en question (disposer d'eux-mêmes) comme ils veulent. Et l'emploi du terme « principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes » ne fait que commenter l'application, la manière dont s'applique (librement, par opposition à : par contrainte) le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il va de soi que Lénine n'a pas abordé la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes d'une manière formaliste, c'est-à-dire du point de vue du droit formel, de l'expression formelle de la volonté d'un peuple. Le principe d'auto-disposition et d'égalité de droits est aussi reconnu, formellement, par un démocrate bourgeois, et même quelquefois par un impérialiste avoué. Chez Lénine, conformément à toute sa doctrine, il s'agit *d'un droit réel*, de la reconnaissance effective du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Lénine, contrairement aux dirigeants de l'URSS d'aujourd'hui (surtout à l'égard de la Yougoslavie et du mouvement ouvrier et démocratique international), n'a jamais dit une chose en en faisant une autre et en en pensant une troisième. Entre ses paroles et ses actes, entre sa théorie et sa pratique, il n'y a jamais eu de désaccord. Et c'est la raison pour laquelle, ce

ouvriers et du mouvement ouvrier et démocratique dans son ensemble — cela ne peut faire aucun doute.

Lénine ne considérait pas que le droit à la libre disposition fût valable seulement pour la durée de la période de lutte pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat. Il ne pensait pas, comme nous l'avons d'ailleurs déjà vu, que le prolétariat ne dût éléver ce mot d'ordre que tant qu'il était en lutte contre la bourgeoisie, pour l'abandonner ensuite, dans la pratique, quand il serait victorieux. Non, Lénine aurait considéré quelque chose de pareil comme un abus de confiance envers le peuple, comme un attentat sournois à l'unité et à la collaboration des travailleurs de nations différentes. Il est vrai qu'aujourd'hui, certains individus assez problématiques, qui aiment à se poser en léninistes et internationalistes à toute épreuve, essaient justement de présenter les choses sous ce jour. Mais Lénine ne serait pas Lénine, je veux dire que chez lui il n'y aurait pas accord total entre les paroles et les actes, s'il ne reconnaissait pas le droit de libre disposition non seulement durant la période de lutte pour le pouvoir, mais aussi durant la période de lutte pour l'édification du socialisme.

Je pense qu'il est superflu d'ajouter que pour Lénine le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes impliquait, de toute évidence le droit de séparation d'un peuple d'avec un autre, c'est-à-dire le droit pour un peuple de quitter l'Etat dans lequel il a vécu avec un autre peuple, ou d'autres peuples, et de créer son

propre Etat national indépendant. Cela ressort assez clairement déjà de tous les passages que j'ai cités, et c'est — de notoriété générale — en vertu de ce principe de Lénine qu'a été inscrite, dans la Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques aussi bien que dans la Constitution de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation inclusivement.

Cependant, il convient à ce propos, comme à propos de ce qui a été précédemment exposé, de traiter encore une question. Certains « théoriciens » du Kominform laissent entendre, « sous le manteau », que, certes, Lénine a bien reconnu le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le principe de la libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes, mais que cela ne vaut pas pour les communistes, et que pour les communistes, surtout quand ils sont au pouvoir, la seule question qui se poserait serait de travailler à l'unification des Etats socialistes en un seul Etat (ils ne disent pas : de travailler à l'obligatoire rapprochement des travailleurs, et de leur laisser le libre choix de la forme des rapports entre Etats — selon les conditions générales et nationales), et que pour la politique des communistes d'un pays le principe de libre volonté ne s'appliquerait pas (c'est-à-dire que le droit ne s'appliquerait pas pour eux, quand ils sont au pouvoir, de choisir l'attitude à prendre dans la question des rapports d'Etat entre leur pays et un autre pays socialiste). Il ne faut pas

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

beaucoup d'intelligence pour s'apercevoir que c'est là une déformation fort transparente, et proprement impudente, de la pensée de Lénine. Et cela pour les raisons évidentes que voici : premièrement, l'association en un Etat fédératif socialiste ne pouvant être faite *que* par des Etats socialistes entre eux, et non entre Etats socialistes et capitalistes, le principe de libre volonté ne peut évidemment être mis en pratique que par le peuple d'un Etat socialiste (tandis que dans le capitalisme les peuples luttent pour la reconnaissance effective de ce principe) ; deuxièmement, comme il n'y a pas et ne peut pas y avoir d'Etat socialiste et de socialisme sans que le pouvoir soit exercé par la classe ouvrière, sous la direction d'un parti ouvrier de classe (qu'il s'appelle communiste ou de tout autre nom), le principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes, ou le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire leur droit de créer leur propre Etat national et socialiste, vaut également pour les communistes, aussi bien lorsqu'ils sont dans l'opposition et luttent pour la reconnaissance effective de ces droits que lorsqu'ils sont au pouvoir et les appliquent; troisièmement, Lénine lui-même dit en nombre d'endroits que la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est, dans le socialisme (et par conséquent quand les partis ouvriers sont au pouvoir, car dans le socialisme les capitalistes ne peuvent être au pouvoir que selon la « logique » du Kominform), une sottise et un cas désespéré de confusion mentale.

En fait, ce qui se cache derrière la « théorie » de l'obligation pour les communistes de travailler à l'unification en un seul Etat socialiste, c'est une pratique de subordination universelle des Etats socialistes à un seul d'entre eux, à celui « qui mène », à l'URSS, et des partis communistes de ces Etats à un seul d'entre eux, à celui « qui mène », au Parti Communiste (bolchevik).

Il tombe sous le sens que, lorsque les communistes sont au pouvoir dans divers pays, il est risible de prétendre que les Etats qu'ils dirigent sont égaux en droits si les partis (ouvriers) gouvernants ne sont pas eux-mêmes égaux en droits. L'égalité de droits des Etats et des peuples dans le socialisme se traduit précisément, et peut se traduire uniquement, par le fait que les partis au pouvoir sont égaux d'un Etat à l'autre, que, par exemple, le parti gouvernant d'un Etat — sur la base des intérêts du mouvement dans son ensemble — décide librement et indépendamment, comme dit Lénine, sa position quant aux rapports d'Etat de son pays avec les autres pays. Le peuple, en régime socialiste, tranche la question de l'unification avec d'autres Etats socialistes soit par ses représentants librement élus, soit par voie de référendum. Dans un cas comme dans l'autre — car il n'y a pas d'autre procédure — il doit savoir que c'est justement cette question-là qu'il s'agit de résoudre, faute de quoi sa volonté réelle peut être falsifiée et abusée et l'unité future, fondée sur des bases mensongères

et grosses de faiblesses internes, se lézardera inévitablement, et le capitalisme en profitera à la première crise sérieuse de l'Etat socialiste. L'attitude du parti ouvrier a, dans la question de l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, une extrême importance. C'est chose claire, car le peuple n'exerce pas son droit de libre disposition spontanément : c'est sa direction politique, c'est le parti qui détermine la position à prendre et en fait la propagande dans le peuple, et si le parti ne jouit pas de son indépendance et de son égalité de droits, il est presque impossible que le peuple en jouisse dans sa décision. Il s'agit, cela va de soi, d'un vrai parti ouvrier, car un autre parti ne peut même pas jouer un rôle de direction dans un Etat socialiste. Par conséquent, si l'on a affaire à un parti ouvrier qui n'est pas égal en droits, mais subordonné à un autre parti ouvrier, sa politique sera immanquablement, elle aussi, subordonnée à celle de l'autre parti c'est-à-dire de l'autre Etat, et par ce fait même le droit du peuple à disposer de lui-même, son droit à aller sa propre route vers un but commun — vers le socialisme et le communisme — sera effectivement lésé et déjoué. L'entente de bon gré entre partis au pouvoir, sur pied d'égalité en droits, est pratiquement l'une des conditions générales pour parvenir à une réelle égalité de droits entre les peuples et à leur sincère collaboration dans le socialisme. Toute autre méthode conduit à l'affaiblissement de l'unité des travailleurs et au déni effectif du droit de libre disposition.

Les thèses déjà citées, et un grand nombre d'autres, de Lénine, en particulier sa « Lettre » déjà mentionnée « aux ouvriers et paysans d'Ukraine », confirment expressément que l'application et la jouissance du droit de libre disposition et du principe de libre volonté dans les rapports entre peuples et entre Etats en régime socialiste, sont valables également pour la politique des communistes et des partis communistes (ouvriers), aussi bien lorsqu'ils sont dans l'opposition que lorsqu'ils sont au pouvoir.

D'après Lénine, tout socialiste, tout communiste a le devoir de combattre jusqu'au bout la bourgeoisie et le capitalisme, il ne doit en aucun cas abandonner les positions de l'internationalisme, ni subordonner les intérêts internationaux du prolétariat aux intérêts nationaux (et en réalité bourgeois) de son pays, il doit travailler au rapprochement des peuples dans le socialisme, et la question de savoir quels seront concrètement les rapports d'Etat entre son pays et les autres pays socialistes est en fait une question de second ordre : il déterminera son attitude à l'égard de cette question en fonction de l'appréciation des tâches précédentes, qui sont primordiales. Il s'ensuit que le parti communiste au pouvoir prend position sur la forme des rapports de son Etat avec un autre Etat socialiste « en pleine indépendance, du point de vue de l'intérêt de toute l'évolution sociale et de l'intérêt de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme », et la forme en question peut, selon ce que dictent les conditions internationales et intérieures.

rieures, être variable (fédération, confédération, séparation).

C'est seulement de cette manière que peut être réalisé dans le socialisme le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ou le principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes, et que peut être frayée la voie d'un réel rapprochement des peuples, la voie de l'expansion, de la consolidation et du triomphe du socialisme et du communisme. Toute autre interprétation de la doctrine de Lénine, toutes autres voies et manières, sont manifestement en contradiction, et avec Lénine, et avec la libre expression de la volonté du peuple en régime socialiste quant à ses rapports avec les autres peuples, et — par conséquent — avec le rapprochement effectif des peuples. Sinon les principes énoncés par Lénine (droit de libre disposition, principe de libre volonté) ne seraient que pures formalités, phrases d'agitation à bon marché, calculées pour abuser et les travailleurs de son propre pays, et ceux des autres pays.

Lénine a vu avec une remarquable lucidité que des pays divers, allant vers le même but — le socialisme, le communisme — iraient nécessairement par des voies différentes, à un rythme différent, prenant des formes différentes. Cette conception de Lénine est étroitement liée à sa doctrine de la révolution. La révolution n'éclate pas d'un seul coup, non seulement dans le monde entier, mais même dans plusieurs grands pays, et par conséquent la diversité des voies

et des formes de transition du capitalisme au socialisme doit inévitablement s'exprimer avec une force particulière dans chaque nouvelle révolution, et même — tantôt moins, tantôt davantage — dans chaque nouveau pays qui s'engage sur la voie du développement socialiste.

La révolution éclate, et le développement du socialisme se produit à des époques différentes dans les différents pays, et les trouve placés à des degrés différents de l'évolution générale, avec des particularités nationales différentes. Il est clair dès lors que ce n'est pas une seule révolution, un seul peuple, qui peuvent donner la recette unique, le modèle immuable — ni de la manière dont les prolétaires des autres pays arriveront au pouvoir, ni des voies, des formes et du rythme du passage du capitalisme au socialisme. Précisément parce qu'il avait découvert la loi d'après laquelle la révolution n'éclatera pas à la fois dans tous les pays, mais à des périodes différentes dans les différents pays, donc dans des conditions internationales différentes et avec des différences de particularités nationales et de degré de développement des forces productrices, Lénine prévoyait clairement l'extraordinaire variété qui devait caractériser les formes de révolution et les formes de transition vers le socialisme. Il considérait que « rien n'est théoriquement plus indigent et pratiquement plus ridicule que de se représenter, au nom du matérialisme historique, l'avenir à cet égard (c'est-à-dire à l'égard des voies par lesquelles les divers pays iront vers le socialisme) « sous

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

une monotone couleur grise ». Ayant la claire notion du fait que cette variété d'aspects est historiquement conditionnée (par la diversité des conditions internationales, qui s'expriment immanquablement par la multiplicité des formes de la révolution et par la variété des aspects et des rythmes de l'édification du socialisme). Lénine — fidèle en outre à son idée fondamentale : le renforcement de la révolution et du socialisme — trouvait là une raison de plus de défendre le principe de libre volonté dans les rapports entre pays socialistes : c'est qu'il considérait que chaque peuple, par les formes qu'il donnerait à la transition vers le socialisme, apporterait son élément d'enrichissement au socialisme, — autrement dit : trouverait la voie concrète, seule judicieuse et féconde, différente de celle des autres peuples, vers la destruction la plus prompte et la plus facile du capitalisme et vers la construction la plus rapide et la plus efficace du socialisme.

Lénine écrit :

« ...Il est évident, qu'ici comme toujours, la tâche est de savoir appliquer les principes généraux et fondamentaux du communisme aux particularités des rapports entre les classes et les partis, aux particularités du développement objectif vers le communisme, propres à chaque pays et qu'il faut savoir étudier, trouver, deviner » (25).

(25) Lénine, XXV, p. 225.

Déjà Marx avait constaté ce qu'a d'inévitable la diversité des voies par lesquelles les différents pays vont vers le socialisme. Voici ce qu'il disait par exemple au meeting d'Amsterdam, après la clôture du Congrès de La Haye, en 1872 :

l'ouvrier devra inévitablement, un beau jour, prendre le pouvoir politique en mains pour rejeter la vieille politique qui défend des institutions surannées, sinon — comme les premiers chrétiens qui négligèrent ce problème — il devra renoncer à son royaume dans ce monde.

« Mais nous n'avons jamais prétendu *que vers ce but mènent de toute manière des moyens identiques pour tous.*

« Nous savons que *nous devons tenir compte des institutions, des coutumes et des traditions des différents pays* (26) et nous ne nions pas qu'il existe des pays comme l'Amérique, l'Angleterre, et si je connaissais mieux les institutions de votre pays j'ajouterais peut-être aussi la Hollande, dans lesquels les ouvriers peuvent atteindre leur but par des moyens pacifiques. Mais s'il en est ainsi, nous devons aussi reconnaître que dans la plupart des pays du continent le levier de notre révolution doit être la violence; la violence est effecti-

(26) Souligné par M. D.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

vement ce à quoi, à un moment déterminé, nous devrons recourir pour établir définitivement le règne du travail. » (27)

Supprimer les caractères spécifiques et les particularités du développement individuel des pays est chose impossible, car ce sont les fruits de l'évolution historique et de rapports de forces qui ne sont jamais partout identiques, et moins que jamais aux époques de naissance de la révolution et du développement du socialisme, qui sont variables de pays à pays. Leur « suppression » ne peut se faire qu'au détriment non seulement du socialisme dans les pays « supprimés », mais aussi du socialisme dans son ensemble, car la force du socialisme mondial est justement la résultante de ses forces particulières dans chaque pays considéré séparément. C'est pourquoi la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans le socialisme, ou si l'on veut la reconnaissance du principe de libre volonté dans les rapports entre pays socialistes, implique en fait la reconnaissance des caractères spécifiques et des particularités, historiquement conditionnées, de l'évolution de chaque pays. Ensuite, la reconnaissance de ce droit implique : la constatation et la reconnaissance des conditions réelles, concrètes, à partir desquelles les révolutions socialistes et le socialisme se développent dans divers pays, et en der-

(27) Cité d'après l'édition russe des *Oeuvres complètes de Marx et Engels*, XXXI/2, p. 669.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

nière analyse : la constatation et la reconnaissance des conditions réelles, concrètes, sur la base desquelles seulement le socialisme peut triompher dans le monde entier.

« Même les trusts, même les banques dans l'impérialisme contemporain, bien que partout inévitables dans le capitalisme évolué, ne sont pas les mêmes dans leur aspect concret d'un pays à l'autre. A plus forte raison sont différenciées, en dépit de tout ce qu'elles ont d'identique dans leur fond, les formes politiques dans les pays capitalistes avancés — Amérique, Angleterre, France, Allemagne. La même variété se manifestera sur la route que suivra l'humanité de l'impérialisme d'aujourd'hui à la révolution socialiste de demain. Toutes les nations viendront au socialisme, c'est inévitable, mais toutes n'y viendront pas tout à fait de la même façon, chacune apportera sa particularité dans telle ou telle forme de démocratie, dans telle ou telle variante de la dictature du prolétariat, dans tel ou tel rythme de transformation socialiste des divers aspects de la vie sociale. Rien de plus indigent théoriquement, et de plus ridicule pratiquement, que de se représenter, « au nom du matérialisme historique », l'avenir, à cet égard, sous une monotone teinte grisâtre... Et même si la réalité montrait qu'*avant* la première victoire du prolétariat socialiste seulement 1/500 des nations aujourd'hui opprimées

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

s'émanciperont et se sépareront, qu'*avant* la dernière victoire du prolétariat socialiste sur la terre (c'est-à-dire durant les péripéties de la révolution socialiste déjà commencée) encore 1/500 seulement des nations opprimées se sépareront, et cela seulement pour le temps le plus réduit, — *même* dans ce cas nous aurions raison, aussi bien théoriquement que dans la pratique politique, de conseiller aux ouvriers, dès maintenant, de ne pas admettre au seuil de leurs partis social-démocrates les socialistes des pays oppresseurs qui ne reconnaissent pas et ne prêchent pas la liberté de séparation de *toutes* les nations opprimées. Car en fait nous ne savons pas et nous ne pouvons pas savoir à quel nombre de nations opprimées la séparation sera pratiquement nécessaire pour qu'elles apportent leur obole à la multiplicité des *formes* de la démocratie et des *formes* de la transition au socialisme. Et que la négation de la liberté de séparation est aujourd'hui une immense fraude politique, et pratiquement un service rendu aux chauvinistes des pays oppresseurs, nous le savons, nous le voyons et nous le sentons chaque jour. » (28)

Mais Lénine ne posait pas cela seulement en théorie, seulement en général. Ces thèses théoriques, il les appliquait, selon son habitude, dans la pratique immé-

---

(28) Lénine, XIX, p. 229-230.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

diate du mouvement ouvrier international, et du mouvement ouvrier dans chaque pays pris séparément. C'est ainsi qu'il écrivait, à propos du développement du mouvement en Pologne :

« Le mouvement prolétarien polonais suit la même voie que le nôtre, il va vers la dictature du prolétariat, mais pas de la même façon qu'en Russie. Là-bas aussi on essaie d'effrayer les ouvriers en leur disant que les « Moskals », c'est-à-dire les Grands-Russes, qui ont toujours opprimé les Polonais, veulent apporter en Pologne leur chauvinisme grand-russe, sous couleur de communisme. Le communisme ne s'enracine pas par la violence. Un de nos bons camarades communiste polonais, à qui je disais : — « Vous, vous ferez autrement », m'a répondu : — « Non, nous ferons la même chose, mais nous le ferons mieux que vous ». Je ne pouvais absolument rien objecter à un pareil argument. Il faut admettre la possibilité que s'accomplisse ce modeste souhait — créer le pouvoir soviétique mieux que chez nous. On ne peut pas ne pas tenir compte du fait que, là-bas, le développement suit une voie un peu particulière, et il ne faut pas dire : — « A bas le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ! Nous n'accorderons le droit de disposer d'elles-mêmes qu'aux masses laborieuses ». Cette self-détermination suit un chemin très compliqué et difficile. Elle n'existe nulle part ailleurs qu'en Russie, et

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

il faut, en prévoyant toutes les phases de développement dans les autres pays, ne rien décréter de Moscou ! » (29).

Ainsi, interprétant la reconnaissance du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes comme liberté de manifester des formes spécifiques (nationales) dans la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme, comme une condition du développement de la révolution et du socialisme, Lénine a du même coup ramené ce droit à ce qui en est l'essentiel — à l'inévitable diversité, historiquement conditionnée, des voies qui mènent les différents peuples au socialisme.

Voici les géniales réflexions de Lénine à ce sujet :

« Voilà pourquoi nous devons dire aux autres nations que nous sommes internationalistes jusqu'au bout, et que nous tendons à l'alliance volontaire des ouvriers et paysans de toutes nations...

« Et maintenant, dans la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui est essentiel c'est que les différentes nations suivent, il est vrai, la même voie historique, mais par des zig-zags et des sentiers variés au plus haut point, et que les nations plus civilisées vont indubitablement d'une autre manière que celles qui sont moins civilisées. La Finlande est allée autrement, l'Allemagne va autrement... Nous leur disons

(29) Lénine, XXIV, p. 139-139.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

[aux camarades allemands — M. D.] : « Il y a chez vous des particularités nationales, vous avez parfaitement raison ». Si nous supprimions ce point [il s'agit du droit de self-détermination] ou si nous le rédigeions autrement, nous bifferions la question nationale de notre programme. C'est une chose qu'il serait possible de faire si 'es hommes étaient dépourvus de particularités nationales. Mais de tels hommes n'existent pas, et nous ne pouvons pas autrement édifier une société socialiste » (30).

Lénine ne pouvait pas considérer cette question d'une autre façon. Si le déclenchement simultané de la révolution dans le monde entier (et même dans plusieurs Etats capitalistes) est un non-sens — et c'en est un — et si le déclenchement de la révolution et son triomphe dans les différents Etats à des moments différents est la loi régulière, alors il va de soi que la variété dans les formes de la lutte pour le pouvoir, dans les formes du pouvoir lui-même, ainsi que dans les formes et le rythme de la transition du capitalisme au socialisme, est inévitable et conforme à la loi de l'évolution exactement dans la même mesure, sinon davantage encore, qu'est inévitable et conforme à la loi de l'évolution le déclenchement de la révolution elle-même. Les variétés de formes de la révolution, du pouvoir, des voies et du rythme de la marche

(30) Ibid., p. 155-156.

---

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

vers le socialisme, ne sont donc pas le fruit des imaginations d'esprits « originaux », de nationalistes ou de mégolomanes, mais des phénomènes historiquement conditionnés et inévitables. Ce qui veut dire que les prolétaires des différents pays ne poursuivent pas ces variétés de formes pour le seul plaisir de se distinguer des prolétaires des autres pays, mais bien au contraire parce qu'ils veulent se rapprocher d'eux, parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen d'arriver au pouvoir, au socialisme, au but final de l'humanité — l'effacement de toutes différences entre les hommes et de toutes différences entre les nations. Et qui-conque se refuse à voir cette inévitable multiplicité d'aspects — déterminée par les lois de l'évolution, par les conditions historiques — de la déchéance du capitalisme, cette variété des voies qui mènent les divers peuples vers le socialisme, celui-là, à vrai dire, doit répudier la dialectique et ses lois de la non-uniformité de l'évolution, celui-là doit inéluctablement errer entre la « théorie » trotzkiste de la révolution « permanente » (de la « nécessité » du déclenchement de la révolution en même temps dans le monde entier ou dans la majorité des pays évolués), et le nationalisme étroit qui prétend proclamer universellement valables et imposer aux autres peuples, les formes de « sa » révolution et « sa » voie vers le socialisme.

Les calomniateurs du Parti Communiste de Yougoslavie, avec à leur tête les « théoriciens » et révisionnistes du lénonisme qui opèrent d'U.R.S.S., nient justement cette variété de formes dans la marche de

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

la classe ouvrière des différents pays vers le pouvoir et dans la construction du socialisme. Ils refusent aux autres peuples cette obole qu'eux aussi — et non pas seulement ceux de l'U.R.S.S. — voudraient et pourraient apporter au trésor *commun* du socialisme — et non pas seulement à celui de l'U.R.S.S. Par ce fait même, pratiquement, et aussi dans la théorie, ils s'embourbent dans l'idéalisme et nient les lois dialectiques de la diversité des formes de l'évolution, qui sont valables pour les phénomènent sociaux aussi bien que pour les phénomènes naturels. En niant cette loi inéluctable de la diversité des formes du pouvoir du peuple laborieux et des voies vers le socialisme, ils ont inmanquablement heurté de front la réalité, aussi bien dans les divers pays socialistes que dans les divers mouvements ouvriers du monde. Aussi n'est-ce nullement un hasard que les communistes de différents pays, plus ou moins ouvertement, se disent que « les Russes » ne comprennent pas leur pays, ne se rendent pas compte de leur situation, et s'imaginent qu'ils sont « tout et le reste ».

Cette négation de la variété des voies des divers pays vers le socialisme, qui devient fatale tant pour l'unité réelle des pays socialistes que pour la politique des partis ouvriers dans les pays capitalistes, a son origine, en réalité, dans le fait que les dirigeants de l'U.R.S.S. sont passés des positions de l'internationalisme à celles du nationalisme. Ils ont introduit — eux les premiers — dans les relations entre Etats socialistes les principes du commerce capitaliste (le

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

dollar comme base des échanges entre Etats socialistes, et comme principe : vends le plus cher possible ce que tu as de pire, et achète au meilleur marché possible ce qu'il y a de meilleur), principe qui inévitablement, par la force même des lois économiques, aboutit à la réalisation de super-profits et à l'exploitation de ceux qui sont faibles et peu évolués par ceux qui sont forts et évolués. Sur de pareilles relations économiques se modèlent aussi les relations politiques; il faut bien assurer, dans les Etats socialistes, des régimes qui, au nom d'idéaux « internationaux » « supérieurs », consentent à l'inégalité de droits et à l'exploitation de leur pays. On crée ainsi des gouvernements dociles et vassaux et des pays vassaux, au lieu de pays socialistes libres et égaux en droits. Il y a eu des plans de création d'un pareil gouvernement pour la Yougoslavie aussi. C'est pour cette besogne que fut préparée, longtemps à l'avance, la garniture d'espions et de fractionnistes Hebrang-Jouyovitch. Les méthodes d'exploitation impérialiste ont inmanquablement engendré les méthodes politiques impérialistes qui nous sont bien connues (calomnie, espionnage, provocations aux frontières, assassinat et arrestations de gens innocents qui n'aprouvent pas une pareille « politique » et de pareilles méthodes, besoin de faire contrôler toute l'activité d'Etat des pays socialistes par le service de renseignements de l'U.R.S.S., création de fractions secrètes dans les divers partis communistes pour contrôler la ligne qu'ils suivent, les assemblées qu'ils tiennent et leurs dirigeants, propa-

gande noire calculée d'après les conditions et les difficultés des divers pays et allant jusqu'à la menace d'occupation, utilisation de la lutte internationale pour la paix pour intimider les divers pays socialistes et partis ouvriers, bâillonnement et persécution de ceux qui désapprouvent la politique d'inégalité de droits entre Etats socialistes et entre partis ouvriers, marchandages et compromissions — par exemple dans les affaires de Carinthie, de Grèce, etc. — avec les impérialistes aux dépens des divers pays socialistes et mouvements révolutionnaires ouvriers et démocratiques, etc., etc.). C'est sur cette base que se sont formés ces rapports pleins d'hypocrisie entre les communistes de l'URSS et les communistes des autres partis, et même entre communistes à l'intérieur d'un même parti (sauf en Yougoslavie). Tous ont peur les uns des autres, se « contrôlent » les uns les autres, se montrent autres qu'ils ne sont devant leurs camarades et cherchent à se tromper les uns les autres (surtout à tromper ceux de l'U.R.S.S., qui leur rendent la pareille). C'est sur cette base encore qu'ont été proclamés révolutionnaires et patriotes toutes sortes d'opportunistes et d'éléments suspects, régulièrement liés aussi aux services de renseignements impérialistes, qui sont poussés et se poussent vers les postes dirigeants des Etats socialistes et des partis ouvriers. C'est sur cette base (d'apparente fidélité et de docilité à l'U.R.S.S.) que les impérialistes installent solidement leurs officines de renseignements et répandent la démorisation dans le mouvement ouvrier. C'est à la faveur de cette politi-

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

que erronée, nationaliste et dépourvue de principes, des dirigeants de l'U.R.S.S., qui dénie pratiquement toute autonomie et toute égalité de droits aux Etats socialistes et aux partis ouvriers — résultantes nécessaires des conditions particulières des différents pays, des particularités de leur marche vers le pouvoir, ou de leurs formes de pouvoir, des conditions et des formes spécifiques de leur construction du socialisme — c'est à la faveur de cette politique que les impérialistes déterminent leur propre politique et leur tactique, et fomentent, contre le monde socialiste et démocratique, des complots qui — par leur ampleur et leur portée — dépassent de loin ceux que fomentait le fascisme et ceux qui ont été ourdis dans l'Union soviétique avec les Trotzky, Boukharine et compagnie. D'autre part, en ce qui concerne les partis ouvriers et les mouvements démocratiques dans les pays capitalistes, les dirigeants de l'Union soviétique négligent les conditions concrètes propres à chaque pays, et tendent à subordonner la politique de ces partis et de ces mouvements à leur propre politique d'Etat. Ils ne partent pas de l'idée qu'il faut apporter à ces mouvements une assistance morale et politique, tout en respectant leur indépendance intérieure — ce qu'exigent les conditions concrètes intérieures et internationales — afin qu'ils se renforcent dans la lutte pour la démocratie et le socialisme, mais de l'idée que ces partis et mouvements doivent conformer leur politique aux intérêts immédiats et aux mots d'ordre du Gouvernement de l'U.R.S.S. Et

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

comme la politique de l'U.R.S.S. a abandonné les positions de l'internationalisme, ces partis et mouvements sont immanquablement mis dans cette alternative sans issue : ou bien entrer en conflit avec la politique de l'U.R.S.S., ou bien perdre le contact avec leurs propres masses, avec les conditions concrètes, intérieures et extérieures, de la lutte de leur pays. C'est ainsi qu'a surgi, au sein de divers partis ouvriers dans les pays capitalistes, la « théorie » selon laquelle la fidélité au mouvement ouvrier et à l'internationalisme prolétarien se mesure, non pas à la persévérance révolutionnaire dans la lutte contre « sa » bourgeoisie et contre les capitalistes étrangers, mais à la reconnaissance du rôle dirigeant de l'U.R.S.S. (en U.R.S.S., les publicistes disent même : du rôle dirigeant du grand peuple russe). La lutte contre la bourgeoisie indigène et étrangère, à son tour, est accommodée aux mots d'ordre du moment et aux volte-faces diplomatiques du Gouvernement de l'U.R.S.S., et par dessus le marché la conviction est répandue chez un grand nombre de communistes que leurs pays ne peuvent s'émanciper que par l'action directe de l'Armée soviétique (qu'il faut attendre jusqu'à la prochaine guerre, de laquelle on ne sait ni quand elle éclatera, ni comment elle se déroulera dans ses diverses phases). L'entente nécessaire entre l'Union soviétique — Etat socialiste — et les Etats impérialistes (par exemple dans la Deuxième Guerre Mondiale) n'est pas présentée comme une nécessité, mais justifiée par la communauté de buts idéologiques (on parle

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

de « bloc des pays démocratiques », d' « entente démocratique », de « collaboration démocratique », etc.), ce qui ne peut que jeter la confusion dans les conceptions et la tactique des partis ouvriers. (Staline par exemple prophétisait, dans son discours du 7 novembre 1944, que les puissances alliées, puisqu'elles avaient pu collaborer dans la guerre, pourraient à plus forte raison collaborer dans la paix : cette prophétie, comme la plupart des prophéties, ne s'est pas vérifiée, mais elle a été la source des illusions parlementaires et des inconséquences de tactique de nombreux partis). C'est ainsi que, par exemple, les partis communistes d'Occident, qui devraient lutter contre l'emprise américaine sur leur pays, sont tous mis dans la situation d'avoir à « défendre » et à « justifier » les agissements du Gouvernement de l'U.R.S.S. et la pression qu'il exerce sur la Yougoslavie pour faire d'elle un Etat vassal et inégal en droits, etc., etc.

Passés aux positions nationalistes, les dirigeants de l'Union soviétique, d'un côté, prêchent pour les autres partis l'internationalisme (par lequel ils entendent uniquement la reconnaissance du rôle de direction de l'U.R.S.S.), et de l'autre côté se font les hérauts dans leur propre pays, sous le masque du patriotisme soviétique, du plus vulgaire nationalisme. Leurs propagandistes se gargarisent des exceptionnelles capacités d'invention scientifique du peuple russe (par exemple dans l'hommage de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. à Molotov), de la suprématie de la culture russe — laquelle est certes une grande culture —

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

sur celle des autres peuples. Ils ont fabriqué une théorie antimarxiste de l'exceptionnelle importance de la priorité dans les sciences (à savoir, de l'importance qu'a pour l'humanité et pour le socialisme le fait que ce soient justement des savants russes qui aient découvert ceci ou cela), et sur cette base « idéologique » ils ont attribué à leur pays, ou pour mieux dire « à eux-mêmes », d'innombrables découvertes scientifiques de presque tous les peuples. Point n'est besoin de souligner que cette « théorie » (comme « théorie » des exceptionnelles capacités de tel ou tel peuple) n'est nouvelle que pour l'U.R.S.S., et que, sous des aspects un peu différents, il y a longtemps qu'elle a été mise en avant par toutes sortes de racistes et d'ultra-nationalistes. Point n'est besoin non plus de souligner qu'il n'y a pas la *moindre mention* ni chez Marx, ni chez Engels, ni chez Lénine, ni même chez Staline, au moins dans ses ouvrages publiés jusqu'à présent, de l'exceptionnelle importance de la priorité de tel ou tel peuple dans la science ou dans la culture. Les propagandistes de l'U.R.S.S. décrient la culture des autres peuples, et proclament, par exemple, la langue française — la langue de Rabelais, de Molière, de Diderot, de Saint-Simon — langue d'une aristocratie féodale, la langue anglaise — la langue de Shakespeare, de Dickens, de Smith, d'Owen — langue d'une bourgeoisie de négocie, et la langue russe — laquelle est certes la langue d'une des plus grandes cultures — langue du socialisme (Zaslavski dans le numéro du Nouvel An 1949 de la « Literatournaïa

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Gazeta »), et non pas langue avec laquelle, dans le socialisme, toutes les autres langues devraient être égales en dignité. Les propagandistes de l'U.R.S.S. clament à tous les échos que c'est à leur pays (au peuple russe) qu'appartient, et que nul ne saurait lui enlever, la priorité dans la lutte pour le socialisme. De la sorte le socialisme — qui est un phénomène international, et qui n'est ni la propriété, ni le fruit de la lutte d'un peuple déterminé, mais la propriété et le fruit de la lutte du prolétariat international — et qui d'ailleurs n'est apparu ni uniquement, ni tout d'abord en U.R.S.S. — devient dans leur bouche un phénomène national, la propriété nationale et le privilège du peuple russe.

Aussi n'est-ce nullement par hasard que de leur propagande a disparu pratiquement toute critique du tsarisme, de la politique impérialiste tsariste en général, et de celle envers les peuples opprimés et petits en particulier.

Voilà à quelles insanités et à quels errements on arrive quand on abandonne le principe leninien de l'égalité en droits des peuples et des Etats dans le socialisme !

Car c'est une chose de développer la fierté nationale, de délivrer son peuple de ce sentiment d'infériorité devant les autres peuples (ou plus exactement : devant les classes dominantes des autres peuples) que lui ont inculqué, à cause de leur propre infériorité, ses propres classes réactionnaires; mais c'en est une autre

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

d'attribuer à son peuple des qualités exceptionnelles, de décrier et de dédaigner les autres peuples, et par-dessus le marché de s'approprier, à soi et à son peuple, les réalisations qui leur reviennent. C'est une chose que de combattre le nihilisme national et de lutter pour un patriotisme socialiste, mais c'en est une autre que de faire du nationalisme sous sa forme la plus vulgaire.

Voilà jusqu'à quelles absurdités nationalistes se sont égarés les dirigeants de l'U.R.S.S. à partir du moment où ils ont dévié de la voie leniniste de l'égalité en droits des Etats socialistes et des mouvements ouvriers et démocratiques, où ils se sont mis à nier en pratique les capacités et les possibilités des différents peuples dans la lutte pour le socialisme, où ils se sont mis à nier les particularités et les allures distinctives des différents pays dans leur marche vers la dictature du prolétariat et la construction du socialisme, vers le développement d'une culture nationale par sa forme, démocratique et socialiste par son contenu.

Et enfin, dans leur lutte, dénuée de principes, contre le peuple de Yougoslavie, les dirigeants de l'U.R.S.S. usent d'un argument spécial : le chantage aux liens traditionnels entre la Russie et les divers Etats yougoslaves (Serbie et Monténégro) et les peuples yougoslaves en général. (Même, dans une lettre du Comité Central du Parti Communiste (bolchévik) au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, les dirigeants de notre pays sont

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

accusés, entre autres choses, de mener « une politique anti-russe »). Or donc, puisque nous en sommes à ce point, nous devons préciser que notre Parti connaît deux sortes de liens traditionnels entre nos peuples et la Russie. Il y a d'abord les traditions progressistes : les liens entre les esprits épris de progrès de notre pays et les esprits épris de progrès de la Russie (par exemple entre le grand socialiste serbe Svetozar Markovitch et les partisans de Tchernychevski et de sa doctrine, etc.), entre notre culture progressiste et la culture progressiste russe (par exemple ceux qui rattachent notre école réaliste au réalisme russe, etc.). Ces traditions-là, nous les cultivons et nous devons les cultiver, encore qu'elles ne soient pas les seuls liens progressistes du passé de nos peuples avec les autres peuples, et qu'il y ait aussi des liens semblables, à diverses périodes — moins pour certains de nos peuples, davantage pour d'autres — avec d'autres peuples. Mais à côté de ces liens progressistes, il y en a d'autres aussi, à savoir les liens réactionnaires avec le tsarisme russe, dont l'aboutissement a été, dans la plupart des cas, que par aveuglement et esprit réactionnaire les tsars russes et leurs chefs d'armées abandonnaient à leur sort nos peuples luttant pour leur libération, et finissaient par s'entendre à leur détriment avec les autres Etats conquérants. (Citons seulement quelques exemples : l'accord avec les Turcs en 1812 et l'abandon à la merci de la Porte du peuple révolté de la Première Insurrection serbe; l'abandon à l'Autriche, en 1876, de la Bosnie et de

l'Herzégovine et des insurgés de ces pays, puis en 1908 la reconnaissance de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, etc.). Ces liens-là, nos peuples, dans leurs luttes, y ont été contraints par le fait que leur effort de libération était entravé et étouffé par d'autres Etats impérialistes. Mais de cette politique réactionnaire du tsarisme, qui régulièrement s'achevait par la trahison de nos mouvements de libération, nos peuples ne répondent pas devant l'histoire. Ces traditions-là (que se gardent de rappeler, aujourd'hui, les propagandistes de l'URSS et leurs thuriféraires « yougoslaves » ou autres), nous, marxistes, nous ne les cultivons pas et nous n'avons pas de raisons de les cultiver (31).

(31) Marx a déjà mis en lumière le rôle réactionnaire du tsarisme russe dans les Balkans, et spécialement en Serbie. Il a mis en lumière que les luttes du peuple serbe pour la liberté et l'indépendance allaient nécessairement à l'encontre du tsarisme, et devait se dédoubler en lutte contre sa politique réactionnaire. Voici ce qu'il écrivait à ce sujet en 1853 dans un article « Que va-t-il advenir de la Turquie d'Europe ? » :

« Il est connu que dans chaque Etat qui, sur le territoire de la Turquie, a atteint sa pleine ou sa partielle indépendance, est tout de suite apparu un fort parti anti-russe. Et si cela s'est produit au moment où l'aide russe était le seul refuge contre l'oppression turque, que pouvons-nous attendre pour le jour où la peur de cette oppression aura disparu ?

« ... C'est un fait incontestable que la péninsule qu'on appelle pour simplifier Turquie d'Europe, représente la part naturelle d'héritage de la race sud-slave. Sur douze millions d'habitants, sept lui appartiennent. Si nous ne compsons pas la rare population slave qui a adopté la langue grecque, il ne reste comme rivaux des Slaves que les barbares

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Et puisque nous en sommes à parler de notre politique « anti-russe », on peut dire ceci. Notre Parti, aussi bien que notre peuple, ne peut qu'aimer le peuple russe, qui par ses grands hommes a puissamment enrichi la culture de l'humanité, et qui, à maintes reprises, surtout dans l'histoire contemporaine, a puissamment contribué au progrès de l'histoire de l'humanité.

turcs ou albanais, qui se sont depuis longtemps signalés comme ennemis endurcis de tout progrès. A l'intérieur du pays, les Slaves du Sud sont au contraire les seuls porteurs de la civilisation. Ils ne se sont pas encore, il est vrai, formés en nation, mais en Serbie nous avons déjà un noyau solide et relativement formé de nation. Les Serbes ont leur histoire, leur littérature propres. Ils sont redébables de leur indépendance intérieure actuelle à une vaillante lutte de onze années contre un adversaire qui les surpassait largement en nombre. Dans les vingt dernières années ils ont remporté des succès culturels considérables, et les chrétiens de Thrace, de Bulgarie, de Macédoine et de Bosnie les regardent comme le centre autour duquel ils se rassembleront tous dans la future lutte pour l'indépendance. On peut affirmer que plus la Serbie et la nationalité serbe se consolideront, plus sera refoulée à l'arrière-plan l'influence directe des Russes sur les Slaves de Turquie. »

L'article montre ensuite que les Serbes répugnent à l'autocratisme russe, et que Karageorges et Miloch Obrénovitch sont restés isolés, parce qu'ils ont voulu imposer au peuple « le système autocratique avec ses séquelles, la corruption, la bureaucratie semi-militaire et les exactions pareilles à celles que pratiquent les pachas ».

L'article est intéressant en particulier parce qu'il fait la lumière sur la politique de conquêtes de la Russie des tsars dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et réfute les légendes de la « russophilie innée » des Serbes et des autres peuples yougoslaves.

(Cité d'après l'édition russe des *Oeuvres complètes de Marx et Engels*, Moscou, IX, p. 394-396.)

nité. Nous admirons ses efforts héroïques et ses réalisations, nous rendons hommage aux immenses sacrifices qu'il a consentis pour sa liberté et pour l'émancipation de l'humanité, et nous lui resterons à jamais reconnaissants de l'aide qu'il a fournie, à nous et aux autres peuples. Mais le rôle libérateur qu'ont joué les peuples de l'U.R.S.S., et le peuple russe en particulier, ne donne aucun droit moral aux dirigeants de l'U.R.S.S. de dicter aux autres peuples des rapports fondés sur l'inégalité en droits (32). D'après Lénine, chaque parti ouvrier, chaque peuple doit, dans la lutte contre le capitalisme, donner le plus qu'il peut et faire la preuve du maximum d'abnégation et d'esprit de sacrifice. C'est là le devoir internationaliste de tout parti révolutionnaire et de tout peuple. Mais cela n'implique pas, cela ne peut pas impliquer le droit à quelques priviléges que ce soit.

Et finalement, notre parti n'a jamais fait et ne fera jamais ni de politique « pro-russe », ni de politique « antirusse », ni de politique qui fût en quoi que ce soit dirigée contre un quelconque autre peuple. Notre Parti a fait et fera une politique de révolution socialiste et

(32) Le fait, par exemple, que l'Armée Rouge ait libéré la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, etc., ne donne au Gouvernement de l'U.R.S.S. aucun droit moral, et encore moins réel, de mettre ces pays en position d'inégalité et de les exploiter : ou alors la libération — sans considération du fait qu'il s'agit là de la politique d'un Etat socialiste — ne peut que prendre figure de pseudo-libération et d'en-trave au développement du pays intéressé.

d'édification du socialisme, une politique de solidarité avec tous les mouvements vraiment socialistes et vraiment démocratiques et avec tous les peuples qui luttent pour leur liberté, leur indépendance et leur égalité avec les autres peuples. C'est en partant de ces principes que notre Parti, quand le premier pays du socialisme a été attaqué, a appelé nos peuples à l'insurrection, liant ainsi sa révolution socialiste populaire avec l'accomplissement de ses obligations internationalistes.

En revanche, on ne peut guère dire que les calomniateurs du Parti Communiste de Yougoslavie appliquent aujourd'hui ces principes, non seulement à l'égard de la Yougoslavie et du Parti Communiste de Yougoslavie, mais même à l'égard des autres pays socialistes et des autres mouvements ouvriers et démocratiques.

Et maintenant passons à l'exposé d'une autre question.

\*\*

Tout marxiste qui s'est intéressé à la question nationale doit connaître les idées de Lénine au sujet des avantages (dans la première période, qui est en fait la période de la lutte pour le maintien du pouvoir) d'un grand Etat sur un petit, et de la nécessité de l'unification économique dans le socialisme.

La première question, celle des avantages d'un grand Etat socialiste sur un petit, Lénine l'abordait en considérant qu'un grand Etat donne davantage de possibilités aux travailleurs de résister avec succès aux Etats impérialistes, de développer les forces productives et d'améliorer les conditions de vie. Pour autant qu'un grand Etat offre plus de possibilités d'une rapide victoire du socialisme, d'une vie meilleure pour les travailleurs, Lénine était, et avec raison, partisan d'un grand Etat. Mais même en ce qui concerne les avantages du grand Etat sur le petit, Lénine n'était pas *inconditionnellement* partisan du grand Etat (nous l'avons déjà vu dans l'exemple concret de l'Ukraine et dans ses autres thèses). Ce qui est *inconditionnel* chez Lénine, c'est le renforcement du socialisme, et, en fonction de cela, la garantie du droit de libre disposition et du principe de libre volonté. Sa préférence pour le grand Etat — dont, en général, les avantages sur le petit Etat en ce qui concerne le développement des forces productives, sont indubiables, surtout dans la première phase de la lutte pour le socialisme, tant que le capitalisme est encore fort — est *conditionnée* par les principes mentionnés, lesquels sont *inconditionnels*.

Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

« Le prolétariat de Russie ne peut ni accomplir à la tête du peuple une révolution démocratique victorieuse (ce qui est sa tâche immédiate), ni lut-

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

ter avec ses frères, les prolétaires d'Europe, pour une révolution socialiste, sans exiger tout de suite, inconditionnellement et ouvertement, la liberté de se séparer de la Russie pour toutes les nations qu'opprime le tsarisme. Nous n'exigeons pas cela indépendamment de notre lutte révolutionnaire pour le socialisme, mais parce que cette lutte restera un mot vide de contenu si nous ne la lions pas avec une prise de position révolutionnaire dans toute question démocratique, y compris la question nationale. Nous ne demandons pas le droit de libre disposition, *c'est-à-dire* l'indépendance, *c'est-à-dire* la liberté de séparation des nations opprimées parce que nous rêverions de morcellement économique ou d'un idéal de petits Etats, mais au contraire, parce que nous souhaitons de grands Etats et le rapprochement, voire la fusion des nations, mais sur une base véritablement démocratique, véritablement internationaliste, laquelle *n'est pas imaginable* sans la liberté de séparation. De même que Marx, en 1869, demandait la séparation de l'Irlande, non pas à des fins de morcellement, mais pour une libre union ultérieure de l'Irlande et de l'Angleterre, non pas au nom de la « justice pour l'Irlande », mais au point de vue de l'intérêt de la lutte révolutionnaire du prolétariat anglais, de même nous considérons le refus des socialistes de Russie d'exiger le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, dans le sens qui vient d'être indi-

qué, comme une trahison directe de la démocratie, de l'internationalisme et du socialisme » (33).

Et à un autre endroit :

« Le socialisme — disent les camarades polonois — « sera capable de donner aux peuples non évolués des colonies *une aide culturelle désintéressée, sans domination sur eux.* » C'est tout à fait juste. Mais quelle raison y a-t-il de penser qu'une grande nation, qu'un grand Etat, passant au socialisme, ne serait pas capable d'attirer une petite nation opprimée d'Europe par le moyen d'une « aide culturelle désintéressée » ? C'est justement la liberté de séparation, que les social-démocrates polonois « donnent » aux colonies, qui attirera vers les grands Etats socialistes les nations opprimées d'Europe, qui sont petites, mais qui ont une haute culture et des *exigences* politiques, car un grand Etat, dans le socialisme, cela signifiera: tant d'heures de travail *de moins* par jour, tant de *salaire* de plus par jour. Les masses travailleuses, en s'émancipant du joug de la bourgeoisie, *pousseront* de toutes leurs forces à l'union et à la fusion avec les grandes nations socialistes progressives en raison de cette « aide culturelle », pourvu que les oppresseurs d'hier ne blessent pas le sentiment démocratique hautement

---

(33) Lénine, XVIII, p. 328.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

développé de respect de soi-même qu'a une nation longtemps opprimée, pourvu qu'ils lui accordent l'égalité en droits en tout, même dans la construction de l'Etat, dans l' « expérience » de construire « son » Etat. Dans le capitalisme, cette « expérience » signifie les guerres, la séparation, l'isolement, l'étroit égoïsme des petites nations privilégiées (Hollande, Suisse). Dans le socialisme, les masses travailleuses ne consentiront jamais d'elles-mêmes à l'isolement pour les motifs purement politiques, la liberté de quitter l'Etat, l'expérience de la construction de l'Etat, tout cela sera — jusqu'à ce que disparaîsse tout Etat en général — la base d'une riche vie culturelle, la garantie de l'accélération du processus de rapprochement volontaire et de fusion des nations » (34).

Parlant des avantages du grand Etat du point de vue général, Lénine lui pose en même temps des conditions et des « limites » : « accorder » au petit Etat l'égalité de droits en tout, « même dans la construction de l'Etat, pour qu'il édifie « son » Etat ». Lénine voit dans cette politique la seule voie vers le renforcement général du socialisme. Conformément à toute sa doctrine, il pose, de façon non ambiguë, que le petit Etat garde inconditionnellement sa « liberté de quitter l'Etat » (le grand Etat), car l'essentiel de

(34) Lénine, XIX, p. 255-256.

la question n'est pas dans les rapports d'Etat, mais dans « l'accélération du processus de rapprochement volontaire et de fusion des nations », ce qui peut être atteint — selon les conditions générales — soit par la fusion, soit par la fédération, soit par la séparation. Il était clair pour Lénine qu'en fait, les masses travailleuses des autres nationalités ne tendraient pas à se séparer d'une grande nation, d'un grand Etat, et cela pour des raisons purement économiques et sans considération de la forme des rapports d'Etat. La tendance à la séparation sera d'autant moins forte que le grand Etat sera plus constant dans la garantie du droit du petit Etat à se séparer s'il le veut. (« Pourvu seulement que les oppresseurs d'hier ne blessent pas le sentiment démocratique hautement développé de dignité de la nation longtemps opprimée, pourvu qu'ils lui accordent l'égalité de droits en tout, même dans l'édification de l'Etat, dans l'expérience de la construction de « son » Etat. ») En outre, même la séparation d'Etat ne doit pas nécessairement entraîner la séparation réelle, économique. Cette séparation, comme le dit Lénine, ne peut être dans le socialisme que « la base d'une riche vie culturelle, la garantie de l'accélération du processus de rapprochement volontaire et de fusion des nations. »

Par conséquent, tout en se rendant compte de l'avantage des grands Etats d'une manière générale et pour des périodes déterminées de l'évolution, Lénine

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

— internationaliste jusqu'au bout, c'est-à-dire partisan résolu de l'égalité en droits des peuples à tous les égards — voyait clairement qu'un grand Etat socialiste ne peut se réaliser qu'à base de libre volonté, et que, comme nous l'avons vu, il n'exclut pas, mais, au contraire, présuppose la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la reconnaissance du principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes, et la reconnaissance du droit pour n'importe quel peuple — ne fût-il que le 1/500 des nations opprimées, et fût-ce avant la dernière victoire du prolétariat, — de se séparer et d' « apporter son obole au trésor de la diversité des *formes* de la démocratie et des *formes* de la transition vers le socialisme ».

C'est de la même manière que Lénine envisageait la question de l'unité économique des divers pays dans le socialisme. Partant de la notion que le capitalisme, surtout dans sa phase impérialiste, a brisé tout exclusivisme et tout isolement économique, et que le socialisme achève ce processus et crée toutes les conditions d'un rapprochement des peuples dans tous les domaines, Lénine considérait que l'unité économique des Etats socialistes est nécessaire pour hâter le progrès et le triomphe du socialisme. Ensuite Lénine, comme nous l'avons vu par son jugement sur les avantages des grands Etats, considérait que l'existence d'Etats socialistes séparés n'implique pas nécessairement leur séparation économique. Mais même

cette unité-là — économique — il ne la tenait pas pour inconditionnelle. Lénine devait, pour cet aspect de la question, s'opposer à toute position absolue, puisque dans tous ses ouvrages il défendait le droit de libre disposition et le principe de libre volonté, et puisque la constante défense et le développement de ces idées ne se conçoivent pas si l'unité économique était inconditionnelle (c'est-à-dire si une nation pouvait *contraindre* une autre à l' « unité », à des rapports économiques fondés sur l'inégalité en droits); car la libre disposition, l'indépendance, la libre volonté impliquent précisément une libre disposition réelle, c'est-à-dire aussi économique, une indépendance réelle, c'est-à-dire aussi économique, une libre volonté réelle, c'est-à-dire résultant de la liberté et de l'indépendance économique. C'est une autre affaire, toutefois, de savoir si un peuple quelconque aura intérêt à la séparation économique. Il va de soi que cela ne sera pas, et ne peut pas être son intérêt. Mais l'unité dans l'économie, tout aussi bien que dans les autres domaines, ne peut être réalisée, d'après Lénine, que par l'union volontaire. Dans les questions économiques comme dans les autres, l'accord entre égaux est la seule manière de parvenir à un réel rapprochement et à une réelle unité.

Voici ce que Lénine dit à ce sujet :

« Avec le Gouvernement finlandais rouge, qui a eu une brève existence, nous avons conclu un traité, nous avons consenti quelques concessions

territoriales à cause desquelles j'ai entendu bon nombre d'objections purement chauvines : « Il y a là-bas, a-t-on dit, de bonnes pêcheries, et vous les avez données ». Ce sont des récriminations comme celles-là à propos desquelles j'ai dit : grattez certains communistes, et vous trouverez des chauvins grands-russes.

« Il me semble que cet exemple de la Finlande, comme celui des Bachkirs, montre que *dans la question des nationalités il ne faut pas juger que l'unité économique est nécessaire coûte que coute* » (35).

Bien sûr, elle est nécessaire ! Mais nous devons y parvenir par la propagande, par l'agitation, par l'union volontaire » (36).

Comme on voit, l'exercice de la libre volonté est la *condition* pour pouvoir parvenir à la nécessité qu'est l'unité économique.

Lénine n'a jamais fait dépendre l'unité économique de l'unité d'Etat. On sait, par exemple, qu'il a approuvé la séparation de la Norvège d'avec la Suède, qui s'est faite d'une façon démocratique, et cela parce que la rupture d'une union imposée *par contrainte* conduisait au rapprochement *réel* des peuples des deux

---

(35) Souligné par M. D.

(36) Lénine, XXIV, p. 154-155.

Etats, tant sur le terrain culturel que sur le terrain économique.

Voici ce que Lénine écrivait à ce propos :

« La rupture d'un lien *de contrainte* a marqué le *renforcement* du lien économique librement consenti, le renforcement du rapprochement culturel, le renforcement du respect mutuel entre ces deux peuples si proches par la langue et par tant d'autres choses. La communauté, le rapprochement des peuples suédois et norvégien a en fait *gagné* à la séparation, car la séparation a été la rupture de liens noués *par contrainte* » (37).

De cet exemple, comme de tout l'exposé de Lénine, il ressort que l'unité d'Etat n'est pas la condition de l'unité économique, et même qu'elle peut être un obstacle à un réel rapprochement, à une réelle liaison économique et culturelle des peuples.

Cependant, les gens qui aujourd'hui tentent de se parer du titre de léninistes éprouvés, agissent tout autrement dans leur déchaînement de calomnies contre le Parti Communiste de Yougoslavie.

Premièrement, dans la question des rapports entre un grand et un petit Etat, ils ont agi et agissent exactement à l'encontre des conseils de Lénine aux communistes d'un grand Etat. Ils contestent aux petits

(37) Lénine, XVII, p. 327.

peuples l'édification de « leur » Etat, ils leur contestent cette obole leninienne que ceux-ci voudraient apporter au trésor commun du socialisme. Ils mettent en relief le nombre et la puissance de leur pays, l'U.R.S.S., bien qu'il soit clair que ce *nombre* et cette *puissance* matérielle, si les peuples doivent — comme le veut Lénine — être égaux en droits, *ne doivent et ne peuvent avoir aucune signification essentielle pour les rapports mutuels des Etats socialistes.*

Deuxièmement, cette unité économique que Lénine considérait comme une nécessité du socialisme, et qui doit se réaliser sur la base d'une « aide désintéressée et sans domination », ils en ont fait une transaction commerciale capitaliste, fondée sur les principes capitalistes et sur les lois de la jungle du capital. L' « aide désintéressée et sans domination » qui était pour Lénine la condition du rapprochement des peuples dans le socialisme, est devenue avec eux l'exploitation des faibles et des non-évolués par ceux qui sont forts et évolués. Contre la Yougoslavie socialiste, qui déploie des efforts inouïs pour se relever des ruines de la guerre et de son retard historique, ils ont été jusqu'à organiser le blocus économique.

Ce blocus, la Yougoslavie n'a rien fait qui puisse le motiver, et l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire n'en ont appliqué de pareil contre aucun Etat capitaliste : bien au contraire, ils travaillent à avoir les plus larges échanges possibles avec eux, et

luttent sur les forums internationaux contre la discrimination économique, que les monopoles américains ont vainement tenté d'organiser. Un pareil blocus est un phénomène rare même dans l'histoire du capitalisme (dans notre histoire nationale, quelque chose de semblable n'a été tenté que par la monarchie austro-hongroise contre la petite Serbie).

Notre Parti, lui, a toujours lutté et lutte encore pour l'unité économique des pays socialistes, mais pour une vraie unité, à base d'« aide désintéressée et sans domination », et non pas pour une « unité » fondée sur le négoce capitaliste, sur l'exploitation de ceux qui sont faibles et peu évolués par ceux qui sont forts et évolués. La première conduit au réel rapprochement, à l'unification progressive dans tous les domaines, à la collaboration fraternelle, tandis que la seconde mène en fait à la division, à l'isolement national et aux discordes entre nations. Notre Parti et notre pays sont les seuls qui — en donnant à l'Albanie, faible et peu évoluée, une abondante assistance sans intérêts, sans annuités de remboursement et sans obligations — ont fourni un pareil exemple d'« aide désintéressée et sans domination » dans l'esprit léningraste.

Lénine excluait, dans les rapports entre Etats socialistes, toute possibilité de contrainte et de violence. C'est parfaitement compréhensible, car il bâtissait avec une rigoureuse logique sa théorie du droit des peuples sur la libre détermination et la libre

volonté dans l'établissement des rapports mutuels entre eux. Cela ressort clairement et sans ambiguïté des citations déjà données. Mais je rappellerai encore les passages suivants de Lénine, qui ont trait précisément à cette question :

« ... Nous, parti du prolétariat, devons être toujours et sans réserves *contre tout essai d'influer par la violence ou l'injustice*, de l'extérieur, sur le droit d'un peuple à disposer de lui-même » (38).

« Le parti prolétarien tend à la création d'un Etat le plus grand possible, car c'est cela qui convient pour les travailleurs, il tend *au rapprochement et à la fusion ultérieure* des nations, mais il ne veut pas atteindre ce but par la violence, mais exclusivement par la libre et fraternelle alliance des ouvriers et des masses laborieuses de toutes les nations » (39).

En rapport avec cette question, c'est aussi un document d'une importance hors de pair que la lettre d'Engels à Kautzky du 12 septembre 1882, que cite Lénine dans sa polémique contre l'opposition social-démocrate polonaise. Je reproduis ici cette lettre telle que l'a citée Lénine, avec les commentaires qu'il y

---

(38) Lénine, V, p. 343.

(39) Lénine, XX, p. 123.

ajoute, pour illustrer l'identité de vues de ces deux grands classiques du marxisme :

« Dans sa brochure « Socialisme et politique coloniale » (Berlin 1907) Karl Kautzky, qui alors était encore marxiste, a publié une lettre que lui écrivait Engels le 12 septembre 1882, et qui est d'une énorme importance pour la question qui nous intéresse; voici la partie principale de cette lettre :

« ... A mon avis, les colonies au sens propre du mot, c'est-à-dire les pays qui sont habités par une population européenne, comme le Canada, le Cap, l'Australie, deviendront toutes indépendantes; au contraire, les pays simplement soumis qui sont peuplés d'indigènes, comme l'Inde, l'Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, le prolétariat devra les prendre temporairement en charge et les amener le plus tôt possible à l'indépendance. Comment ce processus se développera, il est difficile de le dire. L'Inde fera peut-être une révolution, c'est même très vraisemblable, et comme le prolétariat en voie d'émancipation ne peut pas mener de guerres coloniales, il faudra se résigner à cela, ce qui, certainement, n'ira pas sans destructions de toutes sortes. Mais de pareilles choses sont inséparables de toute révo-

---

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

« lution. La même chose peut se dérouler ailleurs  
« aussi, par exemple en Algérie et en Egypte, et  
« *pour nous* ce serait certainement le mieux.  
« Nous aurons assez à faire chez nous. Quand  
« l'Europe et l'Amérique du Nord seront réor-  
« ganisées, cela donnera une force si colossale  
« et un exemple tel, que les peuples demi-civi-  
« lisés nous tendront d'eux-mêmes la main; les  
« nécessités économiques se chargeront elles-mê-  
« mes de cela. A travers quelles phases sociales  
« et politiques ces pays devront alors passer  
« avant d'arriver eux aussi à une organisation  
« socialiste, c'est un point sur lequel nous ne  
« pourrions aujourd'hui, je crois, qu'avancer des  
« hypothèses assez oiseuses. Une seule chose est  
« indubitable : *victorieux, le prolétariat ne peut*  
« *imposer à aucun peuple étranger un bonheur*  
« *quelconque sans saper par ce fait même sa*  
« *propre victoire.* Bien entendu, cela n'exclut  
« nullement des guerres défensives de différentes  
« espèces. »

« Engels ne pense nullement que « l'économie  
que » supprimera de lui-même et immédiatement  
toutes les difficultés. La transformation économique  
que incitera *tous* les peuples à *tendre leurs efforts*  
vers le socialisme, mais en même temps sont possi-  
bles aussi des révoltes — contre l'Etat socia-  
liste — et des guerres. L'adaptation de la politi-  
que à l'économie se fera inévitablement, mais

— 101 —

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

non tout de suite et non sans heurts, non simplement, non immédiatement. Engels ne pose comme « indubitable » qu'un principe absolument internationaliste, qu'il applique à *tous* les « peuples étrangers », c'est-à-dire non seulement aux peuples coloniaux : leur imposer le bonheur, ce serait saper la victoire du prolétariat.

« Le prolétariat ne deviendra pas sain et inaccessible aux erreurs et aux faiblesses du seul fait qu'il aura accompli la révolution sociale. Mais les erreurs possibles (et les intérêts égoïstes — essayer de se faire une place sur le dos des autres) (40) l'amèneront immanquablement à reconnaître ces vérités » (41).

Lénine a parlé à maintes reprises de la même question, aussi bien lorsque le Parti Bolchevik luttait pour le pouvoir qu'à partir du moment où il fut au pouvoir. L'attitude de Lénine fut toujours la même : contre toute violence dans les rapports entre pays socialistes. Il disait que les socialistes d'un pays où la classe ouvrière est au pouvoir n'iraient pas « pousser vers le paradis à coups de bâton » les autres peuples, ni leur « *imposer* leur amitié », mais qu'ils s'efforcerait de *gagner* cette amitié « par des relations d'égal

(40) Il apparaît qu'aujourd'hui c'est précisément d'une telle situation qu'il s'agit chez les dirigeants de l'U.R.S.S.  
*Les intérêts égoïstes*, etc. Note de l'auteur.

(41) Lénine, XIX, p. 266-267.

à égal, d'allié et de frère dans la lutte pour le socialisme » (42).

Je crois que la pratique d'après guerre, et surtout de cette dernière année (depuis la Résolution du Kominform) des dirigeants de l'U.R.S.S., et de ceux qui les aident dans d'autres pays, dit assez éloquemment s'ils agissent ou non, dans cette question, selon Lénine. Qu'est-ce la calomnie, et le mensonge, et les attaques forcenées, sinon une application, ou tout au moins une introduction à l'application de la violence ? Qu'est-ce que le blocus économique, culturel et autre d'un pays socialiste, sinon l'application de la violence ? Qu'est-ce que la provocation aux frontières et l'introduction clandestine de groupes terroristes et diversionnistes, sinon l'application de la violence ? Qu'est-ce que le racolage par voie d'espions des citoyens d'un pays socialiste dans le dessin de l'assujettir et de le mettre en position d'inégalité, sinon l'application de la violence ? Qu'est-ce que le procédé qui consiste à lancer dans la presse bourgeoise des bruits de concentrations de troupes aux frontières yougoslaves, et à ne pas démentir ces bruits, sinon une « guerre des nerfs » à la manière impérialiste et une menace d'usage de la violence ? etc., etc.

Une question se pose encore : dans quelles limites, jusqu'à quelle période de l'évolution sociale Lénine

---

(43) Lénine, **XX**, p. 535.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

admettait-il la possibilité de l'existence d'Etats socialistes séparés, indépendants (au sens socialiste, c'est-à-dire au sens du droit qu'ils ont d'apporter « leur obole » à la construction du socialisme, d'être traités en égaux dans l'édification de « leur » Etat, et ainsi de suite) ? Point n'est besoin de beaucoup d'intelligence pour tirer la conclusion des passages de Lénine que j'ai cités : tant qu'il existe des Etats, tant que n'est pas achevée la construction de la société communiste et l'extinction graduelle de l'Etat, existe et s'impose aux communistes le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes.

La doctrine de Lénine sur les rapports entre Etats socialistes ne serait ni complète ni cohérente si cette conclusion ne s'en dégageait point. Mais justement parce qu'elle constitue un tout, parce qu'elle est une théorie rigoureusement articulée et construite, parce qu'elle est partie intégrante de sa théorie de la révolution prolétarienne dans les conditions de l'ère impérialiste du capitalisme, elle aboutit nécessairement à la conclusion que j'ai dite. En outre, Lénine a aussi traité à maintes reprises de cette question, et l'a formulée en toute clarté.

Cette conclusion — que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes sont valables tant qu'existe l'Etat en général, et constituent l'unique voie d'un réel rapprochement des peuples dans le

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

socialisme et le communisme — repose aussi, en dernière analyse, sur la doctrine leninienne de la révolution, à savoir que nécessairement la révolution prolétarienne ne peut pas éclater dans le monde entier en même temps, ni même dans plusieurs grands pays, mais doit nécessairement aboutir d'abord dans un pays. Le triomphe du socialisme, par conséquent, ne surviendra pas — et n'est pas survenu — à la fois dans le monde entier, mais d'abord dans un pays, puis, par étapes différentes, dans les autres. Il s'ensuit que la révolution prolétarienne ne se développe pas linéairement, uniformément, mais par bonds, irrégulièrement. C'est chose inévitable, car la révolution surgit de l'état de choses capitalistes, considéré aussi bien dans son ensemble que pays par pays, et dans l'ère de l'impérialisme, le degré d'évolution du capitalisme est au plus haut point variable et inégal, selon les pays. Cette doctrine de Lénine a été entièrement confirmée par toute l'évolution, par le déroulement effectif de la Révolution d'Octobre et de l'édification du socialisme en Union Soviétique et par le développement des mouvements révolutionnaires au cours et au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale (notamment en Yougoslavie et en Chine).

Dès lors que la révolution prolétarienne n'éclate pas à la fois dans plusieurs grands pays, mais dans des pays différents à des moments différents, il s'en suit que les formes des Etats socialistes, nés dans des conditions révolutionnaires différentes, diffèrent

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

aussi inévitablement ; il s'ensuit que les voies par où ces Etats vont vers le socialisme ne peuvent manquer de différer elles aussi. Les dictatures (le pouvoir) du prolétariat apparaîtront par conséquent sous les aspects les plus variés (plus ou moins démocratiques, plus brutales ou plus douces, avec ou sans coalition, plus résolues ou plus hésitantes, plus larges ou plus étroites, etc.), mais à toutes une chose — et une seule — sera commune (car sans elle ce ne serait pas le pouvoir de la classe ouvrière alliée aux masses laborieuses) : l'édification du socialisme. Et tant qu'existent des différences, tant que les formes particulières de développement expriment les conditions spéciales de chaque pays, le rapprochement des peuples n'est possible *que* par voie d'« extinction » graduelle de ces formes, c'est-à-dire uniquement par l'application du principe de libre volonté et le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Toute contrainte, toute implantation artificielle de formes non adaptées, toute prétention à imposer telle ou telle forme de l'extérieur et à « pousser vers le paradis à coups de bâton », ne peut qu'enrayer le processus de transition des divers pays au socialisme, et avec lui le processus de rapprochement des peuples dans le socialisme, et tout le développement du socialisme en général. Le processus d'adoption, par les différents peuples, de formes particulières de développement durera longtemps, car autant il y a de peuples, autant il y a aura de voies et d'étapes vers le communisme. Les délais sont impré-

— 106 —

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

visibles. Une seule chose est — d'après Lénine — certaine : tant qu'existe chez un peuple le « désir » réel, c'est-à-dire la nécessité objective, d'apporter son obole à la construction du socialisme, il conserve le droit de le faire, car c'est la seule voie de son réel rapprochement avec les autres peuples. Toute négation de ce droit équivaut à la négation de la liberté et de l'égalité en droits des peuples. Et il est impossible — en se fondant sur Lénine — tant qu'il existe des Etats, de présupposer une situation dans laquelle quelque peuple (Lénine dit même : ne fût-ce que la cinquante-cinquième partie des nations opprimées avant la dernière victoire du prolétariat) ne manifestera pas le « désir » d'enrichir par ses propres formes d'édition socialiste, découlant des conditions historiques et concrètes qui lui sont propres, le trésor général du socialisme et de la culture socialiste. Bien plus, la variété des formes est une loi de l'évolution et un fait inévitable. Elle est la condition de tout développement, la condition du rapprochement des peuples et de l'unification de l'humanité dans le socialisme et le communisme. En allant vers le socialisme, les peuples vont vers une démocratie et une liberté de plus en plus perfectionnée, de plus en plus complète. Imaginer que tous iront au socialisme de la même manière, selon les mêmes recettes, ce serait aussi insensé que de se représenter le socialisme comme une caserne où, sous prétexte d'« égalité », les peuples seraient rangés en bataillons uniformes. La liberté de développement de chaque peuple est aussi

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

la liberté du socialisme dans son ensemble, c'est le seul chemin du rapprochement et de la vraie fraternité des peuples.

La marche des peuples vers le socialisme suit des routes diverses, prend des formes diverses. Et le passage au communisme présentera des formes encore plus abondantes et multiples d'édification économique et culturelle. C'est seulement par une évolution libre et sans entraves des peuples à cet égard que l'humanité parviendra à son réel rapprochement, à sa réelle unité — à l'effacement de toutes les distinctions (de classes, de nations, de distinction entre le travail physique et le travail intellectuel) qu'elle a héritées des sociétés fondées sur les classes. Ainsi : par l'abondance de diversités vers l'unité. C'est la seule voie vers la réelle unification de l'humanité, vers la réelle fraternité et la réelle égalité de tous les hommes. C'est la voie d'un progrès continu, illimité et sans entraves, de l'humanité, dans les formes nouvelles, encore plus vastes et plus pleines. C'est la loi dialectique de l'évolution, la loi de l'inéluctable et irrésistible progression de toutes choses — et de la société humaine aussi — dans ce monde matériel, le seul qui existe.

Lénine dit à propos de tout cela, dans « l'Etat et la Révolution :

« Mais Engels ne commet pas la faute que commettent, par exemple, certains marxistes dans la question du droit des nations de disposer

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

d'elles-mêmes : en régime capitaliste, disent-ils, ce droit est impossible, en régime socialiste, superflu. On pourrait porter un jugement semblable, soi-disant spirituel et en fait inexact, sur *n'importe quelle* institution démocratique, et même sur les modestes traitements des fonctionnaires, car un démocratisme rigoureusement conséquent est impossible en régime capitaliste, et en régime socialiste toute démocratie finira par *disparaître*. » (43)

Ainsi, Lénine place le droit de libre disposition au nombre des « institutions démocratiques » qui dépeiront au cours de l'évolution du socialisme vers le communisme, en même temps que toute démocratie, car la démocratie — si démocratique qu'elle puisse être — est aussi une forme de domination de classe, une forme d'organisation d'Etat.

Dans bien d'autres endroits encore de ses ouvrages Lénine lie la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et du principe de libre volonté, dans les rapports entre Etats socialistes avec la durée de l'Etat en général (et par conséquent aussi de l'Etat socialiste).

« Le socialisme est impossible sans démocratie pour deux raisons : 1° Le prolétariat ne peut

(43) Lénine, *L'Etat et la Révolution*, p. 73.

pas accomplir la révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas par la lutte pour la démocratie; 2° le socialisme qui a triomphé ne peut pas maintenir sa victoire et mener l'humanité jusqu'au dépérissement de l'Etat s'il ne réalise pas la pleine démocratie. C'est pourquoi, quand on dit : le droit de libre disposition est superflu dans le régime socialiste, c'est la même sottise, le même également sans espoir, que si l'on disait : la démocratie est superflue dans le régime socialiste.

« Le droit de libre disposition n'est *pas plus impossible* dans le régime capitaliste que la démocratie en général, et il est *tout aussi* superflu dans le régime socialiste que la démocratie en général. » (44)

Ainsi Lénine ne considère le droit de libre disposition comme superflu que lorsque la démocratie elle-même devient superflue, c'est-à-dire lorsque commence la période du communisme, la période de l'effacement des distinctions entre les hommes, y compris les distinctions nationales, lorsque commence la fusion des nations.

Dans sa critique de P. Kiyevski, Lénine écrivait :

« A travers tout l'article de P. Kiyevski on suit comme un fil rouge cette incompréhension fondamentale : pour quelle raison prêcher et —

(44) Lénine, XIX, p. 233-234.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

lorsque nous serons au pouvoir — réaliser la liberté de *séparation* des nations, puisque toute l'évolution va vers la *fusion* des nations ? Pour la même raison — lui répondrons-nous — pour laquelle nous prêchons et pour laquelle nous réaliserons, quand nous serons au pouvoir, la dictature du prolétariat, bien que toute l'évolution aille vers l'abolition de la domination par contrainte d'une partie de la société sur l'autre » (45).

Ainsi, pour les mêmes raisons pour lesquelles il est nécessaire de « réaliser la dictature du prolétariat », il est nécessaire de prêcher, et de réaliser « quand nous serons au pouvoir » le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (vu qu'autrement il est impossible de parvenir au communisme, à la « fusion des nations », à « l'abolition de la domination par contrainte d'une partie de la société sur l'autre »).

A un autre endroit Lénine dit :

« De même que l'humanité ne peut parvenir à la suppression des classes qu'à travers une période transitoire de dictature de la classe opprimée, de même l'humanité ne peut parvenir à l'inévitable fusion des nations qu'à travers une période transitoire de complète libération de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de leur liberté de séparation » (46).

---

(45) Lénine, *XIX*, p. 229.

(46) Lénine, *XIX*, p. 40.

Il va sans dire que tant qu'il existe des Etats il y aura des frontières, lesquelles, d'après Lénine, doivent être tracées en prenant pour base les sympathies de la population. « Le socialisme qui a triomphé, établissant et appliquant jusqu'au bout une pleine et rigoureuse démocratie », ne va pas « renier la détermination *démocratique* des frontières de l'Etat », il devra « tenir compte des sympathies de la population » (47).

« ... La libération des nations opprimées suppose, dans le domaine politique, une double transformation : 1<sup>o</sup> La complète égalité en droits des nations; 2<sup>o</sup> La liberté de séparation politique. Ceci se rapporte à la fixation des frontières de l'Etat. »

« ... Au lieu de parler de l'Etat (*et par conséquent* de la fixation de ses *frontières*), ils parlent de « cercle culturel socialiste », c'est-à-dire qu'ils choisissent exprès une expression vague, en sorte que toutes questions relatives à l'Etat sont effacées ! On arrive à une ridicule tautologie : bien sûr, du moment où il n'y a pas d'Etat, il n'a pas non plus de question de ses frontières. Dans ce cas, *tout programme* de démocratie politique (48) est inutile ! Il n'y aura pas plus de république

---

(47) Lénine, XIX, p. 244.

(48) C'est-à-dire, entre autres choses, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Note de M. D.

que d'autre chose quand s' « éteindra » l'Etat » (49).

Et voici enfin les géniales réflexions de Lénine où il est confirmé sans ambiguïté que jusqu'au déperissement de l'Etat, c'est-à-dire jusqu'à l'avènement du communisme, les marxistes doivent respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les autres principes marxistes, c'est-à-dire léninistes, de solution de la question nationale et d'aménagement des rapports entre Etats socialistes, ainsi que le fait inéluctable de l'existence de frontières tant qu'il existe des Etats :

« En régime capitaliste il *n'est pas possible* de supprimer l'oppression nationale (et politique en général). C'est pourquoi il est indispensable de supprimer les classes, c'est-à-dire d'établir le socialisme. Mais, tout en se basant sur l'économique, le socialisme ne se ramène pas tout entier à l'économique. Pour la suppression de l'oppression nationale il faut un fondement — la production socialiste, mais sur ce fondement il faut *encore* une organisation démocratique de l'Etat, une armée démocratique, etc. En réorganisant le capitalisme en socialisme, le prolétariat crée la *possibilité* de la complète abolition de l'oppression nationale : cette possibilité se transformera en *réalité* « seulement » — « seulement » ! —

(49) Lénine, XIX, p. 243.

s'il y a une complète application de la démocratie dans tous les domaines, jusques et y compris à la fixation des frontières de l'Etat conformément aux « sympathies » de la population, jusques et y compris à la pleine liberté de séparation. C'est sur cette base qu'à son tour se développera *pratiquement* l'absolue suppression des moindres frictions nationales, de la moindre méfiance nationale, et que se feront le rapprochement accéléré et la fusion des nations, qui s'achèveront par *le dépérissement* de l'Etat. Voilà la théorie du marxisme... » (50).

Et enfin, je répéterai une partie d'un passage déjà cité précédemment, et qui traite du même problème :

« ... Et la variété des formes politiques, la liberté de sortir de l'Etat, l'expérience de l'édification de l'Etat — tout cela sera, jusqu'à ce que s'éteigne tout Etat en général, la base d'une riche vie culturelle, la garantie de l'accélération du processus de rapprochement librement consenti et de fusion des nations » (51).

La doctrine de Lénine sur les rapports entre Etats socialistes est une partie de sa doctrine sur la question nationale qui constitue dans toutes ses thèses fondamentales un tout harmonieux et indivisible, soit qu'on

(50) Lénine, XIX, p. 245.  
(51) Lénine, XIX, p. 256.

le prenne isolément, soit qu'on la considère par rapport au léninisme en général. Elle se ramène, en bref, à ceci : Pour que les prolétaires, et les travailleurs en général, puissent s'associer et réussir dans la lutte contre le capitalisme et dans l'édification du socialisme, ils doivent, en arrivant au pouvoir, assurer à tous les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes c'est-à-dire le droit à leur propre Etat national indépendant. Chaque peuple détermine de sa libre volonté, sans aucune contrainte ni pression de l'extérieur, les rapports dans lesquels il veut entrer avec les autres peuples (fédération, confédération, Etat indépendant); et comme les Etats socialistes ne viennent pas au monde tous ensemble, mais à diverses étapes de la lutte contre le capitalisme, comme d'autre part ils n'arrivent pas au socialisme partant de la même base économique et culturelle, leurs voies vers le même but sont nécessairement différentes, leur transition au socialisme se fait nécessairement sous des aspects différents, et par conséquent le droit de libre disposition et le principe de libre volonté dans les rapports entre Etats socialistes doivent nécessairement être respectés et mis en application jusqu'à ce que s'éteigne l'Etat, jusqu'au communisme; les grands Etats peuvent, d'un point de vue général, et surtout dans la première phase de la lutte contre le capitalisme, présenter des avantages, mais ils ne peuvent être constitués qu'en supposant remplies les conditions ci-dessus (respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, possibilité donnée aux autres peuples d'enrichir l'humanité

des formes de transition au socialisme qui leur sont propres), et par conséquent ils ne sont pas — non plus que l'unité économique — une nécessité absolue dans *toutes* les circonstances ; cela est d'autant plus vrai que, premièrement, les travailleurs d'une nation qui a son propre Etat socialiste ne peuvent en aucun cas avoir intérêt à la séparation économique, car cela signifierait qu'ils aggravent scientifiquement leur situation matérielle et rendent volontairement plus difficile le développement de leur pays; et que, deuxièmement, l'existence d'un Etat séparé ne signifie pas fatallement la séparation économique ou autre, mais peut n'être que la voie, la forme de transition vers le rapprochement ultérieur dans le communisme; les Etats socialistes grands et évolués ont le devoir — d'après Lénine — d'apporter une aide désintéressée et sans esprit de domination aux Etats socialistes petits et peu évolués, car c'est la seule voie d'un rapprochement ultérieur des peuples dans le socialisme.

Entre le capitalisme et le communisme s'étend toute une période d'évolution dans laquelle, côté à côté avec les Etats capitalistes, existent des Etats socialistes, qui se forment dans les conditions les plus variables et à des étapes diverses de l'évolution, avec des différences de passé historique et de degré d'évolution économique, culturelle et autre. Ce sont des faits désormais historiques, qui ont confirmé la géniale prévision léninienne de la non-uniformité du

développement de la révolution et de la multiplicité des voies qui mènent au communisme. Quelles sortes de rapports d'Etat se noueront entre les divers pays socialistes, on ne peut pas le dire, car nul ne peut prévoir toutes les formes concrètes que les peuples, dans leur lutte pour une nouvelle société sans classes, donneront à leurs relations mutuelles. Mais ces formes seront inévitablement beaucoup plus riches et plus variées que sous le régime capitaliste, et cela précisément parce qu'il n'y aura pas une poignée de grands Etats dominants pour imposer leur volonté et leur genre de vie à une masse de peuples opprimés. Une chose est — d'après la doctrine de Lénine — tout à fait sûre : la forme de ces rapports doit se fonder sur les aspirations réelles, sur la libre volonté de chaque peuple, c'est-à-dire sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit dont les peuples doivent pouvoir jouir jusqu'au dépérissement de l'Etat, jusqu'à l'avènement de la société communiste, faute de quoi l'évolution même vers le socialisme, le « droit » qu'ont les peuples d'y apporter « chacun son obole », seraient immanquablement compromis. Ces principes de Lénine sont d'autant plus importants que, comme je l'ai dit, côté à côté avec les Etats socialistes et le système socialiste existent des Etats capitalistes et un système capitaliste. Pas un seul peuple ne pourrait lutter pour s'émanciper du capitalisme si le socialisme devait lui fermer les perspectives de son libre développement, ou limiter les droits qu'il a dans l'aménagement de ses rapports avec d'autres peuples. Le

socialisme alors n'aurait pas la force d'attraction qu'il a, il ne signifierait pas la pleine liberté pour les peuples. C'est pourquoi il est d'une exceptionnelle importance que les rapports entre les Etats socialistes soient réglés dans l'esprit de la doctrine de Lénine, cette doctrine étant inséparable de sa théorie de la révolution. S'écartez de la doctrine de Lénine, c'est en fait non seulement s'écartez de sa théorie de la révolution, mais aussi, et à cause de cela même, entraver l'évolution révolutionnaire dans le monde, et surtout les initiatives que peuvent déployer les différents pays pour parvenir d'une manière ou d'une autre — selon ce qui convient le mieux à eux-mêmes et au mouvement dans son ensemble — à s'arracher du système capitaliste et à s'engager sur la voie du socialisme. S'imaginer que la réalité profonde des rapports entre Etats socialistes, si ces rapports ne sont pas correctement établis, peut être dissimulée par une propagande quelle qu'elle soit, est une infinie sottise, car la bourgeoisie elle-même n'a jamais laissé, ni ne laissera jamais le prolétariat dissimuler ses fautes et ses erreurs. Il est dans son intérêt de les démasquer, pour qu'elles puissent retomber sur le prolétariat. Et les impérialistes ont aujourd'hui intérêt plus que jamais, pour apaiser « leur » prolétariat et « leurs » peuples (dans la métropole et dans les colonies) à présenter les rapports entre Etats socialistes comme semblables à ceux qui règnent entre eux-mêmes et les pays dépendants et colonies. Qui ne voit pas cela et ne sait pas le voir, celui-là

ne voit rien, celui-là ne voit pas que la bourgeoisie, celle des U.S.A. en tête, ne craint aujourd'hui rien tant que la réelle liberté et la collaboration réelle des peuples, collaboration librement consentie et basée sur les principes d'égalité en droits, parce que cette bourgeoisie vise, quant à elle, à réaliser jusqu'au bout la domination d'un seul peuple, ou plutôt d'une poignée de monopolistes, sur le monde entier, sur tous les autres peuples.

Il y a aujourd'hui inégalité en droits entre les Etats socialistes. Sa racine est dans les rapports capitalistes qui règnent entre eux. Tous la voient, bien qu'ils se taisent sur ce point. Mais comme elle existe en fait, il n'est pas de force qui puisse ni la dissimuler, ni la défendre (du moins du point de vue du marxisme-léninisme). Cette inégalité, elle est déjà durement ressentie par les masses laborieuses de Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie, etc., elle compromet le rythme de l'édification et de l'épanouissement de ces pays, et les chefs de partis communistes qui se taisent à ce sujet, ou qui même essaient de dissimuler cette réalité en clamant la louange de l'« aide » de l'U.R.S.S., se séparent immanquablement des masses du parti et du peuple. Il serait stupide de croire que ce déni de justice et d'égalité dans les rapports mutuels n'aura pas de dures répercussions sur tout le développement du socialisme dans le monde, et que les capitalistes n'en feront pas une abondante exploitation à l'occasion d'éventuelles cri-

ses politiques ou armées. Alors qu'une réelle égalité en droits entre Etats socialistes pourrait être l'une des principales forces motrices de l'expansion du socialisme et de la démocratie dans le monde, l'inégalité en droits qui règne en fait entre eux peut devenir, devient déjà, l'une des armes principales de la bourgeoisie impérialiste dans sa lutte contre l'unité intérieure du monde socialiste et contre l'expansion du mouvement progressiste dans le monde.

D'une manière ou d'une autre, sous une direction ou sous une autre, les peuples combattront pour leur égalité en droits tant qu'elle leur sera effectivement contestée par qui que ce soit. Les mouvements ouvriers et démocratiques ne devraient pas permettre que ce puissant instrument de leur propre lutte pour le socialisme et la démocratie devienne l'instrument des forces réactionnaires de l'impérialisme.

Cette révision du marxisme-léninisme, entreprise sur la question nationale, ou plus exactement sur la question des rapports entre les Etats socialistes et entre les partis ouvriers (révélés au grand jour par le cas de la Yougoslavie), ne s'arrête pas à cette seule question, non seulement par rapport à la Yougoslavie, mais aussi en général. Elle s'étend nécessairement, comme une contagion, à tous les domaines du marxisme, depuis la philosophie et la question de la culture jusqu'au problème de l'Etat et de l'avenir de l'édification socialiste. Il ne peut pas en être autre-

ment, car le marxisme est un tout, et on ne peut pas en isoler et en dénaturer une partie sans que l'ensemble en soit atteint. Le marxisme est l'arme de la lutte sociale du prolétariat, et en dénaturer une partie quelconque compromet cette lutte dans son ensemble. Et de même, parce que les mouvements socialistes et démocratiques contemporains — quelle que soit d'ailleurs leur nécessaire diversité — sont un tout, l'expression de la lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme, il n'est pas possible (comme l'ont cru les calomniateurs du Parti Communiste de Yougoslavie) d'attaquer une de ses parties sans que cette attaque affecte l'ensemble. Aussi n'est-il pas fortuit que l'attaque lancée contre la Yougoslavie socialiste — et que les dirigeants du Parti Communiste (bolchévik) de l'Union soviétique croyaient réduire à une question yougoslave et liquider « avec succès » en trois ou quatre semaines — soit inévitablement devenue, et devienne de plus en plus, l'un des problèmes les plus importants (sinon le plus important) pour tous les mouvements ouvriers et démocratiques, aussi bien pris chacun à part que tous en bloc.

Le révisionnisme contemporain, qui a ses racines en U.R.S.S., est un phénomène historique inévitable et conforme aux lois de l'évolution. Le révisionnisme est toujours apparu dans le mouvement ouvrier quand est survenue une nouvelle étape de l'évolution, un nouveau rapport des forces dans le cadre de l'ère de l'impérialisme. L'étape de l'existence d'un seul Etat

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

socialiste entouré de toutes parts d'Etats impérialistes se battant entre eux est révolue, et l'étape qui est survenue est celle de l'existence d'une série d'Etats socialistes, que les Etats impérialistes — dont l'un d'eux, les Etats-Unis d'Amérique, s'efforce d'asseoir son absolue domination et de s'assurer le rôle de direction — ne peuvent plus encercler. Le socialisme a remporté sa victoire historique et s'est révélé capable de vie, capable de faire avancer la vie des peuples incomparablement mieux et plus vite que le capitalisme. Ce fait historique, le capitalisme ne peut plus l'annuler, ne peut plus le déraciner de la vie des peuples sans les anéantir eux-mêmes. Ainsi s'est ouverte une étape nouvelle du socialisme et des rapports mondiaux. Cette étape, ainsi que les nouvelles conditions de lutte qu'elle va apporter au prolétariat, il reste aux marxistes à les analyser théoriquement et tactiquement, car Lénine n'a donné et ne pouvait donner que les idées et les principes de base sur lesquels doivent se fonder les rapports entre Etats socialistes, et — dans ces conditions nouvelles — la lutte de la classe ouvrière et des masses laborieuses, la lutte des peuples pour la liberté, le socialisme et la démocratie.

Or le marxisme ne se développe et ne s'enrichit pas simplement par l'apport des cerveaux des hommes de génie. Son enrichissement est possible au premier chef là où l'évolution révolutionnaire, à une étape déterminée, a atteint le point le plus haut. Seule la

pratique révolutionnaire des masses peut fournir le matériel nécessaire pour des généralisations théoriques. Et la révolution ne piétine pas sur place : elle « se promène » de pays en pays. Au temps de Marx et d'Engels, elle était en Europe Occidentale, au temps de Lénine en Russie. Dans la Deuxième Guerre Mondiale et depuis, c'est en Yougoslavie et en Chine qu'elle s'est le plus fortement manifestée. Demain elle passera dans d'autres pays, et enrichira de ses expériences le mouvement ouvrier international, apportera de nouvelles « oboles » aux géniales doctrines de Marx et de Lénine sur la lutte générale pour l'émancipation de l'humanité. Quel est le parti qui donnera, et dans quelle mesure, la généralisation dont a aujourd'hui besoin le mouvement ouvrier international — ce n'est pas ce qui importe. Mais que cela est en train de se faire, que cela est en train de se dégager de la lutte du mouvement ouvrier et démocratique mondial, et que cela deviendra l'acquit du mouvement ouvrier et démocratique mondial, — c'est ce dont il est impossible de douter.

Par leur refus de comprendre ce qu'il y a d'essentiellement nouveau dans les conditions actuelles, et par leur révision du leninisme, les dirigeants de l'U.R.S.S. ont été amenés, en théorie comme en pratique, à des positions monstrueuses. Ils ont divisé le monde en deux parties, l'une capitaliste, qu'ils laissent à la direction des impérialistes américains, et l'autre, socialiste, que prétend diriger l'U. R. S. S. (au lieu

de distinguer entre le monde du capitalisme, où chaque peuple s'efforce de s'arracher à la domination américaine, et le monde des Etats socialistes égaux en droits, et des mouvements ouvriers et démocratiques égaux en droits). Cette division, ils s'efforcent par tous les moyens possibles d'en faire dans la pratique une loi. Ils ont inventé la « théorie » anti-marxiste du rôle directeur de l'U.R.S.S., que dis-je, du rôle directeur du peuple russe, et ils prétendent faire de la reconnaissance de ce rôle directeur la condition de l'internationalisme et du communisme. Ils ont oublié que ni chez Marx, ni chez Engels, ni chez Lénine, ni même chez Staline jusqu'à l'époque la plus récente, on ne saurait trouver un mot --- littéralement : pas un mot --- de la nécessité ou du besoin dans le socialisme d'Etats qui mènent, de partis qui mènent ou de nations qui mènent. Ils ont oublié ce qu'écrivait Engels du rôle directeur de tel ou tel mouvement :

« Il s'agit avant tout de conserver le vrai sens international, qui ne tolère le développement d'aucun chauvinisme, et qui salue avec joie tout nouveau pas en avant du mouvement prolétarien, de quelque nation qu'il soit l'œuvre. S'il se trouve ainsi que les ouvriers allemands marchent devant les autres, ils ne prendront pas, à vrai dire, la tête du mouvement --- aussi bien n'est-il pas dans l'intérêt du mouvement que les ouvriers d'une nation quelconque, prise indivi-

duellement, marchent à sa tête — mais ils prendront certes une place d'honneur sur la ligne de bataille ; ils seront sur pied et en armes, prêts à affronter soit quelque dure épreuve inattendue, soit de grands événements qui exigeront d'eux encore plus de courage, encore plus de résolution et d'énergie. » (52)

Ils ont oublié que Lénine approuvait d'enthousiasme ces vues d'Engels.

Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir dans le socialisme de nation ou d'Etat qui « mène » sans risquer de se transformer en nation ou Etat qui domine, et c'est ce qui arrive effectivement aujourd'hui. Seule peut « mener » l'égalité des Etats, des peuples et des partis, seuls peuvent « mener » l'entente et la collaboration entre eux, seule peut « mener » la doctrine marxiste, la fidélité à cette doctrine et la constance dans la lutte pour sa réalisation.

Voilà où réside le sens profond de la conception leninienne des rapports entre Etats socialistes et entre partis ouvriers, conception étroitement liée à l'ensemble de la doctrine de Marx et de Lénine. Voilà l'unique voie vers l'unité réelle des pays socialistes, vers l'unité réelle du mouvement ouvrier et démocratique mondial, vers la victoire sur le capitalisme. Toute autre

---

(52) Engels, *La guerre des paysans en Allemagne*, préface, p. 18 de l'édition allemande, Berlin, 1946.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

voie conduit au renforcement du capitalisme, à la paralysie de la lutte révolutionnaire et démocratique, à la destruction de l'unité du mouvement ouvrier et démocratique, à l'affaiblissement de la collaboration fraternelle entre les peuples libérés.

Remettre en vigueur la doctrine de Lénine sur les rapports entre les Etats socialistes, l'approfondir et la défendre, c'est là aujourd'hui l'une des conditions essentielles du renforcement et de l'unité réelle des pays socialistes, du développement heureux et juste de la lutte révolutionnaire et démocratique de la classe ouvrière et des peuples qui gémissent encore sous le joug du capitalisme.

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

---

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Édité par « *Le Livre Yougoslave* »,  
30, rue Louis-le-Grand, Paris.

---

Imprimé par l'Imprimerie Richard,  
24, rue Stéphenon, Paris (18<sup>e</sup>).

---

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7

ERRATUM :

Page 7, première ligne :

*Au lieu de* : qui traduit...

*Lire* : que traduit...

Approved For Release 2002/08/14 : CIA-RDP82-00457R007400310003-7